

Publications statistiques – sélection 2023-2024

4.1 Publications multithèmes.....	89
4.2 Démographie (recensement de la population & état civil).....	94
4.3 Emploi, chômage, revenus d'activité.....	101
4.4 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie.....	109
4.5 Santé et Solidarités.....	113
4.6 Enseignement, éducation (dont illettrisme), enseignement supérieur.....	121
4.7 Jeunesse, sport, culture.....	127
4.8 Logement et construction.....	131
4.9 Justice et sécurité intérieure.....	135
4.10 Équipements et services dans les territoires.....	137
4.11 Prix à la consommation.....	138
4.12 Activité productrice et démographie des entreprises.....	143
4.13 Recherche et développement.....	148
4.14 Tourisme.....	149
4.15 Énergie.....	151
4.16 Environnement – développement durable.....	152
4.17 Transports.....	156
4.18 Agriculture.....	158
4.19 Finances publiques locales.....	163
4.20 Commerce extérieur.....	164
4.21 Comptabilité économique régionale, économie générale.....	166

4 Publications statistiques - sélection 2023-24

La liste des publications statistiques ci-après n'a pas vocation à être exhaustive.

Elle présente des publications de référence contenant des données sur au moins un DROM ou un COM, parmi les plus récentes mises en ligne principalement par le service statistique public. La sélection, nécessairement subjective, vise à donner un aperçu de la diversité des données et études existantes jusqu'à mi 2024.

4. 1 Publication multithèmes

Certaines publications abordent des thèmes différents dans une même édition. Afin d'éviter leur duplication dans les chapitres suivants et pour chaque géographie, elles sont listées ci-après.

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Régions et villes illustrées

Indicateurs régionaux pour les thèmes suivants : économie, population, santé, éducation, marché du travail, tourisme, économie et société numériques, agriculture, transports, sciences et technologie.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Eurostat – Décembre 2023*

Statistiques locales

De la région à la commune, des centaines d'indicateurs accessibles par thème. Possibilité de visualisation par carte ou tableau.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee, Statistiques locales - décembre 2023*

Eurostat regional yearbook - 2023 edition

Chaque chapitre présente des données statistiques au moyen de cartes, de graphiques et d'infographies, accompagnés d'une analyse descriptive mettant en évidence les principales conclusions. Ces indicateurs régionaux sont présentés pour les 13 thèmes suivants : population, santé, éducation, marché du travail, conditions de vie, société numérique, économie, entreprises, recherche et le développement, tourisme, transport, environnement, agriculture.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Eurostat – Septembre 2023*

[L'essentiel sur... votre région](#)

L'essentiel sur... une région propose un panorama de celle-ci à travers cinq thèmes (démographie, niveau de vie médian et pauvreté, produit intérieur brut, niveau d'éducation et marché du travail) ; six questions-réponses propres aux problématiques du territoire ; des informations sur les sources, méthodes et des prolongements des sujets abordés.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee - décembre 2024*

[Dossier complet](#)

Évolution et structure de la population, population active, emploi et chômage, logement, diplômes – formation, tourisme, entreprises, salaires et revenus d'activité, etc. Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee, Chiffres détaillés – Juin 2024*

[Enquête migration, famille, vieillissement](#)

Conçue par l'Ined et réalisée en partenariat avec l'Insee en 2020-2021, l'enquête Migrations, Famille et Vieillesse vise à mesurer les mutations démographiques en cours dans les DROM et à en appréhender leurs conséquences socio-économiques. Sont ici rassemblées au fur et à mesure de leur disponibilité les publications de l'enquête à La Réunion, en Guadeloupe, Martinique et Guyane.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Ined - Insee – 2024*

[49,5 millions d'électeurs inscrits pour les élections européennes de 2024](#)

Début mai 2024, 49,5 millions de personnes sont inscrites sur les listes électorales françaises pour voter aux élections européennes du 9 juin, soit 2,2 millions de plus qu'aux élections européennes de 2019. Parmi elles, 1,6 million résident hors de France et sont inscrites dans un consulat, 269 000 sont des citoyens d'un autre pays membre de l'Union européenne résidant en France et 222 000 figurent sur les listes spécifiques de Nouvelle-Calédonie.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Polynésie française, Wallis-et-Futuna*

Source : *Insee focus n° 328 – Mai 2024*

Guadeloupe

[Rapport annuel 2023](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Guadeloupe.

Source : IEDOM - Juin 2024

Martinique

[Rapport annuel 2023](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Martinique.

Source : IEDOM - Juin 2024

Guyane

[Rapport annuel 2023](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Source : IEDOM – Juillet 2024

La Réunion

[Portraits des Hauts de La Réunion : des territoires contrastés en termes d'emploi, de pauvreté et d'habitat](#)

En 2020, 180 000 personnes résident dans les Hauts, soit un habitant sur cinq de La Réunion. Entre 2010 et 2020, la population des Hauts augmente un peu plus que dans le reste du département.

Source : Insee Analyses La Réunion n° 86 – Février 2024

[Égalité femmes-hommes à La Réunion : chiffres clés de la région](#)

À La Réunion comme ailleurs, les femmes sont dorénavant plus diplômées que les hommes. Pourtant, elles continuent à être moins souvent en emploi. De plus, lorsqu'elles travaillent, elles exercent des métiers moins qualifiés et moins rémunérateurs. Ces spécialisations genrées dans le monde du travail s'observent dès l'orientation scolaire. Les femmes travaillent aussi bien plus souvent à temps partiel que

les hommes. En effet, avec l'arrivée des enfants, ce sont elles qui réduisent leur temps de travail ou arrêtent de travailler.

Source : *Insee Dossier La Réunion n° 8 – Mars 2024*

[Rapport annuel 2023](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de La Réunion.

Source : *IEDOM – Juin 2024*

[Chiffres clés 2024](#)

Recueil de la DEETS sur l'économie, l'emploi, le travail, la cohésion sociale, la concurrence, la consommation et la répression des fraudes et métrologie.

Source : *DEETS – décembre 2024*

Mayotte

[Rapport annuel 2023](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Mayotte.

Source : *IEDOM – Juillet 2024*

Saint-Martin

[Rapport annuel 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Saint-Martin.

Source : *IEDOM – Septembre 2023*

Saint-Barthélemy

[Rapport annuel 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Saint-Barthélemy.

Source : *IEDOM – Octobre 2023*

Saint-Pierre-et-Miquelon

[Rapport annuel 2023](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Source : IEDOM – Juin 2024

Nouvelle-Calédonie

[Rapport annuel 2022](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Nouvelle-Calédonie.

Source : IEOM – Juillet 2023

Polynésie française

[Polynésie française en bref 2022](#)

Source : ISPF - Points Référence – Octobre 2023

[Vahine en chiffres 2024](#)

Numéro consacré aux femmes

Source : ISPF - Points Référence -Mars 2024

[Le recensement de la population en Polynésie française en 2022](#)

En 2022, 279 000 personnes vivent en Polynésie française. En cinq ans, la population a augmenté de près de 600 personnes par an, un rythme plus faible qu'auparavant. Plus de la moitié de la population vit dans une famille nombreuse ou dans un ménage composé de plusieurs familles. En cinq ans, le taux d'emploi progresse de trois points.

Source : ISPF - Points Référence n° 1396 – Février 2024

[En Polynésie française, la population augmente faiblement, de 1 % entre 2017 et 2022](#)

En 2022, 279 000 personnes vivent en Polynésie française. En cinq ans, la population a augmenté de près de 600 personnes par an, un rythme plus faible qu'auparavant. Plus de la moitié de la population vit dans une famille nombreuse ou dans un ménage composé de plusieurs familles. En cinq ans, le taux d'emploi progresse de trois points.

Source : Insee Première n° 1990 – Mars 2024

[Fiches géographiques – Polynésie française](#)

Diverses données et indicateurs aux différents niveaux géographiques les plus courants (Polynésie entière, subdivisions et communes).

Source : ISPF

[Rapport annuel 2023](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de la Polynésie française.

Source : IEOM – Juillet 2024

Wallis-et-Futuna

[Rapport annuel 2023](#)

Situation économique, sectorielle, monétaire et financière de Wallis-et-Futuna.

Source : IEOM – Août 2024

4. 2 Démographie (recensement de la population & état civil)

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Populations légales 2021](#)

Dernier recensement de la population par région, département, arrondissement, canton et commune, collectivité d'outre-mer et liens pour accéder aux résultats de la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna

Source : Insee, Populations légales – Décembre 2023

[Pyramide des âges interactive au 1^{er} janvier 2024](#)

Pyramides des âges par région. Population en début d'année, définitive jusqu'en 2021, provisoires de 2022 à 2024. Outil interactif.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Recensement de la population – 2024

[Recensement 2020 : résultats sur un territoire, bases de données et fichiers détail](#)

Pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... 7 thèmes accessibles, parmi lesquels : évolution et structure de la population ; couples - familles – ménages ; étrangers – immigrés.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2023

[Résultats statistiques des collectivités d'outre-mer](#)

Données du recensement de la population 2020 communales et infra-communales sur la population, les couples, familles et ménages et sur la nationalité et l'immigration.

Territoires : Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : Insee, Chiffres détaillés – Octobre 2023

[Dans les pôles des grandes aires d'attraction des villes, sept emménagements sur dix en 2020 sont issus du même pôle](#)

Malgré les restrictions liées à l'épidémie de Covid-19, les mobilités résidentielles en 2020 s'inscrivent dans la continuité des années récentes. Un ménage sur dix a déménagé au cours de l'année et pour trois déménagements sur dix, le nouveau logement est éloigné de moins de deux kilomètres du précédent. Ces déménagements de proximité sont plus fréquents dans les pôles des aires d'attraction des villes que dans les couronnes périurbaines autour de ces pôles.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, La Réunion

Source : Insee Première - n° 1988 – Mars 2024

[Naissances et décès domiciliés 2014-2022](#)

État civil – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres détaillés – Novembre 2023

[Nombre de décès quotidiens \(de 2020 à 2023\)](#)

Données par région et département et au niveau national

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres détaillés – Janvier 2024

[Décès quotidiens et mensuels \(à compter de 2024\)](#)

Données par région et département et au niveau national

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres détaillés – Février 2024

[Indicateur conjoncturel de fécondité en 2023](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2024

[Taux de mortalité en 2023 et nombre de décès en 2022](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2024

[Taux de natalité et âge moyen de la mère à la naissance en 2023, et nombre de naissances en 2022](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2024

[Les mariages en 2022](#)

État civil - Fichiers détail

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres détaillés – Mars 2024

[Espérance de vie en 2023](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2024

[Espérance de vie à différents âges](#)

Comparaisons par département, âges et sexe, outil interactif

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee – 2024

[Partager son logement au-delà du noyau familial : des disparités régionales qui persistent](#)

En 2020, en France hors Mayotte, 3,7 % des ménages sont dits « complexes ». La moitié est constituée d'un couple, avec ou sans enfants, ou d'une famille monoparentale qui

cohabite avec au moins une autre personne ; ils sont dits « avec noyau familial ». L'autre moitié regroupe des personnes sans lien parent-enfant ni lien conjugal ; ils sont dits « sans noyau familial ». Les ménages complexes avec noyau familial sont beaucoup plus fréquents dans les DOM. En France métropolitaine, ils sont plus répandus en Corse et, dans une moindre mesure, dans le Sud et en Île-de-France. Ces disparités régionales étaient encore plus marquées il y a trente ans.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee Première - n° 1980 – Janvier 2024*

Martinique

[En 2022, la Martinique devient la région la plus âgée de France](#)

En 2022, le recul démographique se poursuit et la population diminue avec des soldes naturel et migratoire négatifs pour la 3^e année consécutive. Les naissances reculent malgré une fécondité supérieure à celle de la France métropolitaine. Le nombre de décès baisse et l'espérance de vie augmente après la surmortalité observée en 2021 en lien avec la crise sanitaire de Covid-19. L'exode des jeunes continue et la Martinique devient la région où la part des 60 ans et plus est la plus élevée.

Source : *Insee Flash Martinique n° 189 – Septembre 2023*

[360 749 habitants en Martinique au 1^{er} janvier 2021](#)

Au 1^{er} janvier 2021, 360 749 personnes résident en Martinique, soit 20 100 personnes en moins qu'en 2015. La baisse moyenne de 0,9 % par an depuis 2015 s'explique par des départs du territoire plus nombreux que les arrivées.

Source : *Insee Flash Martinique n° 193 – Décembre 2023*

[Égalité femmes-hommes : chiffres clés de la Martinique](#)

Au 1^{er} janvier 2020, parmi les 361 200 habitants de Martinique, 54,1 % sont des femmes (195 600) et 45,9 % sont des hommes (165 600). Alors que les femmes sont aussi nombreuses que les hommes avant 30 ans, elles sont surreprésentées parmi les 75 ans et plus (59,7 %), leur espérance de vie à la naissance étant supérieure (84,4 ans contre 78,0 ans en 2020).

Source : *Insee Dossier Martinique n° 11 – Mars 2024*

Guyane

[En 2022, si les naissances baissent en Guyane, la fécondité reste très élevée](#)

En 2022, la croissance démographique de la Guyane se poursuit. Les naissances sont moins nombreuses qu'en 2021 mais la fécondité guyanaise reste bien supérieure à celles des Antilles et de la France métropolitaine. En lien avec la régression de la pandémie de Covid-19, les décès diminuent et font augmenter l'espérance de vie.

Source : *Insee Flash Guyane n° 176 - Septembre 2023*

[286 618 habitants en Guyane au 1^{er} janvier 2021](#)

Au 1^{er} janvier 2021, 286 618 personnes résident en Guyane. C'est la région de France (hors Mayotte) où la croissance démographique est la plus forte. La population s'accroît en moyenne de 1,6 % par an, soit 26 800 habitants de plus entre 2015 et 2021. Cette croissance démographique, portée par le solde naturel, est inégalement répartie sur le territoire.

Source : *Insee Flash Guyane n° 180 - Décembre 2023*

[Égalité femmes-hommes : chiffres clés de la Guyane](#)

Au 1^{er} janvier 2020, parmi les 285 100 habitants de Guyane, 51,2 % sont des femmes (146 000) et 48,8 % sont des hommes (139 100). Alors que les personnes de moins de 30 ans sont un peu plus souvent des femmes (50,6 %), elles sont encore plus surreprésentées parmi les 75 ans et plus (58,5 %), leur espérance de vie à la naissance étant supérieure (83,4 ans contre 76,8 ans en 2020).

Source : *Insee Dossier Guyane n° 12 - Mars 2024*

[En 2020, les jeunes natifs de Guyane sont moins mobiles qu'il y a dix ans](#)

En Guyane, la population âgée de 18 à 34 ans se distingue par une part plus élevée de natifs par rapport à 2010. Les natifs de Guyane vivant sur le territoire sont moins mobiles que dix ans auparavant. La moitié des jeunes est peu diplômée voire non diplômée et un quart a arrêté sa scolarité ou ses études pour gagner de l'argent. La moitié des jeunes parle et comprend le créole, pourtant leur niveau de la langue créole est en recul par rapport à 2010. Concernant les jeunes nés à l'étranger et arrivés en Guyane en parlant peu la langue française, leur niveau de langue s'est amélioré.

Source : *Insee Analyses Guyane n° 70 - Juillet 2024*

La Réunion

[Forte hausse des décès et baisse des naissances malgré une fécondité toujours élevée](#)

Bilan démographique 2022 et premiers mois 2023 à La Réunion. Au 1^{er} janvier 2023, la population réunionnaise est estimée à 873 100 habitants. En 2022, à La Réunion, les décès augmentent nettement par rapport à 2019, avant la crise sanitaire. L'espérance de vie recule légèrement par rapport à 2019. Dans le même temps, après une hausse en 2021, le nombre de naissances diminue de nouveau en 2022. La fécondité reste cependant stable, et nettement supérieure à celle de l'Hexagone.

Source : *Insee Flash Réunion n° 261 – Novembre 2023*

[871 200 habitants au 1^{er} janvier 2021 à La Réunion](#)

Recensement de la population : populations légales 2021. Au 1^{er} janvier 2021, 871 200 personnes résident à La Réunion. La population augmente de 0,4 % en moyenne par an depuis 2015, un peu plus vite que celle de la France métropolitaine (+0,3 %). La croissance démographique de l'île est cependant moins forte qu'entre 2010 et 2015.

Source : *Insee Flash Réunion n° 264 – Décembre 2023*

[Saint-Denis, une capitale attractive](#)

Les migrations résidentielles entre 2016 et 2020

Source : *Insee Analyses Réunion n° 88 – Mai 2024*

Mayotte

[Une fécondité toujours élevée](#)

En 2022, 10 770 enfants sont nés de mères domiciliées à Mayotte. Les naissances atteignent un nouveau niveau record, avec 160 bébés de plus qu'en 2021 (+1,5 %). La fécondité reste ainsi élevée avec 4,7 enfants par femme. Les trois quarts des bébés nés en 2022 ont une mère étrangère, souvent comorienne, mais plus d'un sur deux a au moins un de ses parents français. Les mères sont en moyenne plus jeunes qu'au niveau national. Avec 970 décès en 2022, la mortalité régresse par rapport à 2021 mais reste en forte hausse par rapport à 2019 (+23 %).

Source : *Insee Flash Mayotte n° 166 – Décembre 2023*

Nouvelle-Calédonie

[La Nouvelle-Calédonie perd 1 300 habitants en 2022](#)

En 2022, la Nouvelle-Calédonie compte 1 300 habitants de moins qu'en 2021, sous l'effet cumulé du déficit migratoire croissant et du solde naturel qui se réduit continuellement.

Source : *Isee, Synthèse n° 69 – Septembre 2023*

Polynésie française

[Feti'i e Fenua : Les couples, des réalités multiples](#)

Les résidents polynésiens de 40 à 59 ans sont majoritairement en couple (79 %) et originaires de la même subdivision (72 %). Au moment de la mise en couple, un tiers d'entre eux a emménagé dans la famille de l'un des conjoints et la moitié s'est installée dans un logement conjugal.

Source : *Points Etudes et Bilans n° 1392 – Novembre 2023*

[Bilan démographique 2022](#)

Au 31 décembre 2022, la Polynésie française compte 279 000 habitants. Au cours des dernières années, la croissance démographique a fortement ralenti et l'accroissement est de + 0,2 % en 2022. De plus, le vieillissement de la population se poursuit. La démographie est le reflet d'une année post-Covid. En effet, les naissances sont en hausse et les décès reviennent à un niveau similaire à celui observé avant la pandémie.

Source : *Points Etudes et Bilans n° 1401 – Mars 2024*

[Démographie de la Polynésie française](#)

Jeux de données en open data.

Source : *Ispf – Mars 2024*

Wallis-et-Futuna

[À Wallis-et-Futuna, la population a diminué d'un quart en vingt ans](#)

En 2023, 11 151 personnes vivent à Wallis-et-Futuna, dont 8088 personnes à Wallis et 3063 à Futuna. La population a baissé de 25,4 % depuis 2003, où elle avait atteint un maximum. La baisse a été forte entre 2003 et 2013 (-2,1 % en moyenne par an) mais elle

s'atténue sur les dix dernières années (-0,9 % en moyenne par an). L'émigration massive des jeunes, combinée à une baisse de la natalité, explique cette baisse de population.

Source : Insee, Insee Première n° 2021 – Octobre 2024

4. 3 Emploi, chômage, revenus d'activité

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Recensement de la population](#)

Résultats 2020 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... 7 thèmes accessibles, parmi lesquels : Population active, emploi et chômage au sens du recensement, Caractéristiques de l'emploi au sens du recensement

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres-détaillés – Octobre 2023

[Recensement de la population : résultats statistiques des collectivités d'outre-mer](#)

Données du recensement de la population 2020 communales et infra-communales sur l'activité des résidents et l'emploi au lieu de travail.

Territoires : Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2024

[Estimations trimestrielles d'emploi salarié et évolutions par grand secteur d'activité](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2024

[Estimations d'emploi](#)

Estimations d'emploi annuelles au niveau national et localisé (région, département, zone d'emploi).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres détaillés – décembre 2023

[Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail](#)

Séries locales sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (ex-Pôle emploi) depuis 1996.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Dares – 2024*

[Principaux indicateurs sur l'emploi, le chômage et l'activité par DOM en 2022](#)

Nombreux tableaux sur l'emploi, le chômage et l'activité pour les DOM.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee, Chiffres détaillés – Juin 2023*

[Tableau de bord des politiques de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle](#)

Le nombre d'entrées et de bénéficiaires des différents dispositifs de la politique de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle (contrats aidés, accompagnement des jeunes, entrées en formation des personnes en recherche d'emploi, apprentissage, etc.) sont diffusés chaque mois par la Dares pour chacun des cinq DROM séparément.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Dares – 2024*

[Datavisualisation sur les salaires](#)

Disparités géographiques des salaires dans le privé et la fonction publique au lieu de travail

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Insee, Base Tous Salariés et Siasp*

[Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2023](#)

Données par région.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie*

Source : *Sdessi – Décembre 2023*

[Taux de chômage localisés par sexe et âge en moyenne annuelle en 2023](#)

Comparaisons régionales et départementales, séries trimestrielles également disponibles

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Insee, Chiffres-clés – Mars 2024*

[Le halo autour du chômage, 2,5 à 5 fois plus présent dans les DOM qu'en France métropolitaine](#)

En moyenne en 2021-2022, les personnes dans le halo autour du chômage représentent de 10 % à 21 % de la population des 15 à 64 ans dans les DOM, contre 4 % en France métropolitaine. Outre-mer, elles sont proportionnellement plus nombreuses que dans l'Hexagone à ne pas rechercher activement un emploi. Le découragement est plus souvent cité comme motif de non-recherche d'emploi dans les DOM hors Mayotte, avec plus du quart des personnes du halo en Guadeloupe et à La Réunion.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee Focus n° 303 – Juin 2023*

[En moyenne, 4 % de l'emploi salarié total dans les services à la personne et jusqu'à 6 % dans le Sud-Ouest](#)

En 2019, un million de salariés travaillent en France dans le secteur des services à la personne en moyenne chaque semaine. Ils représentent 4 % de l'ensemble des salariés et jusqu'à 6 % dans certains départements du Sud-Ouest.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee Première - n° 1981 – Janvier 2024*

[Nombre et caractéristiques des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis 1996](#)

Données mensuelles et trimestrielles, par région, département et zone d'emploi

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Pôle emploi / Dares, STMT – 2024*

[Les tensions sur le marché du travail en 2022](#)

Indicateurs annuels de tension par métier depuis 2011 – Niveaux national, régional et départemental.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Dares / Pôle emploi - Décembre 2023*

Guadeloupe

[Le marché du travail en 2023 en Guadeloupe - Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités \(DEETS\)](#)

Fin 2023, les Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) de catégories A et ABC baissent de 2,8 et 0,6 % respectivement sur un an en Guadeloupe. Le nombre d'inscrits à France Travail (ex-Pôle emploi) s'établit à 41 412 en catégorie A et à 55 092 en catégories ABC.

Source : DEETS Guadeloupe – Février 2024

[En 2023, la moitié des Guadeloupéens en âge de travailler ont un emploi](#)

En Guadeloupe, la moitié des résidents de 15 à 64 ans sont en emploi au sens du Bureau International du travail (BIT) en 2023. Parmi eux, 37 % occupent un emploi dans l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale. Le sous-emploi concerne 11 % des personnes en emploi de la région. Le taux de chômage au sens du BIT est élevé (19 %). Six personnes en situation de chômage sur dix le sont depuis au moins un an. Par ailleurs, 11 % de la population âgée de 15 à 64 ans se trouve dans le halo autour du chômage, part trois fois supérieure à celle de la France métropolitaine.

Source : Insee Flash Guadeloupe n° 202 – Avril 2024

[En Guadeloupe, un quart des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation](#)

En moyenne, entre 2015 et 2019, en Guadeloupe, 27 % des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) soit deux fois plus qu'en France métropolitaine. Une large majorité d'entre eux recherchent un emploi ou souhaitent travailler. La moitié est peu ou pas diplômée et cohabite avec les parents. Plus du quart sont des mères isolées, en difficulté d'insertion et souvent au chômage de longue durée. Un jeune NEET sur cinq est chômeur diplômé. Enfin, 3 % de ces jeunes sont exclus socialement et professionnellement.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n° 63 – Janvier 2023

Martinique

[En 2023, six personnes sur dix en âge de travailler occupent un emploi en Martinique](#)

En Martinique, le taux d'emploi augmente sur un an et atteint 60 % de la population active de 15 à 64 ans en 2023. Le taux d'emploi des femmes rejoint celui des hommes. Pour autant, elles sont plus fréquemment en situation de sous-emploi. Le secteur de

l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale concentre davantage d'emplois dans la région qu'en France métropolitaine. Le chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) concerne 11 % de la population active résidant en Martinique. La moitié des personnes en situation de chômage le sont depuis au moins un an. Par ailleurs, 9 % de la population âgée de 15 à 64 ans se trouve dans le halo autour du chômage.

Source : *Insee Flash Martinique n° 201 – Avril 2024*

[En Martinique, un quart des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation](#)

En moyenne, entre 2015 et 2019, en Martinique, 26 % des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) soit deux fois plus qu'en France métropolitaine. Une large majorité d'entre eux recherchent un emploi ou souhaitent travailler. La moitié est peu ou pas diplômée et cohabite avec les parents. Les femmes à la tête de familles monoparentales (18 %) sont aussi diplômées que l'ensemble des NEET mais elles cumulent des difficultés socio-économiques. Plus d'un jeune sur quatre est chômeur diplômé. Enfin, 3 % de ces jeunes sont exclus socialement et professionnellement.

Source : *Insee Analyses Martinique n° 62 – Mars 2023*

[Hausse de la tension sur le marché du travail martiniquais en 2022](#)

Dans un contexte de reprise d'activité depuis la fin des restrictions sanitaires, la tension sur le marché du travail martiniquais atteint son plus haut niveau en 2022 depuis 2011. Elle est particulièrement forte dans les secteurs du BTP, de l'agriculture et de l'industrie. Les facteurs de tension du marché du travail en Martinique sont divers. Le lien entre la formation et l'emploi est un facteur de tension pour les employés de la comptabilité et les métiers de l'informatique. Les conditions de travail contraignantes sont également à l'origine de la tension dans certaines familles professionnelles, comme chez les cuisiniers et les bouchers, charcutiers, boulangers. Les tensions sur le marché du travail pourraient s'intensifier avec une main d'œuvre moins nombreuse et plus âgée.

Source : *Insee Analyses Martinique n° 70 – Mai 2024*

Guyane

[Les difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi rencontrées par les immigrés](#)

En Guyane, l'origine géographique des immigrés se concentre principalement autour de trois pays : Haïti, le Brésil et le Suriname. Entre 2014 et 2019, le nombre d'immigrés âgés de 15 à 64 ans progresse un peu plus vite que l'ensemble de la population de 15 à 64 ans. Le faible niveau de formation initiale des immigrés complique leur insertion sur

le marché du travail. De ce fait, ils cumulent un fort taux de chômage avec un niveau de sous-emploi élevé. L'accès à l'emploi est encore plus difficile pour les femmes immigrées. La situation tend à s'améliorer pour les natifs ayant au moins un parent immigré (descendants d'immigrés).

Source : *Insee Analyses Guyane n° 67 – Décembre 2023*

En 2023, quatre Guyanais en âge de travailler sur dix occupent un emploi

En Guyane, quatre résidents sur dix de 15 à 64 ans sont en emploi au sens du Bureau International du travail (BIT) en 2023. Les femmes sont moins fréquemment en emploi que les hommes. Le secteur de l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale concentre davantage d'emplois dans la région qu'en France métropolitaine. Le taux de chômage au sens du BIT est important (14 %). Le chômage de longue durée diminue sur un an et concerne quatre chômeurs sur dix. Par ailleurs, 21 % de la population âgée de 15 à 64 ans se trouve dans le halo autour du chômage, part cinq fois supérieure à celle de la France métropolitaine.

Source : *Insee Flash Guyane n° 189 – Avril 2024*

Hausse de la tension sur le marché du travail guyanais en 2022

Dans un contexte de reprise d'activité depuis la fin des restrictions sanitaires, la tension sur le marché du travail guyanais atteint en 2022 son plus haut niveau depuis 2011. Elle est particulièrement forte dans le tertiaire, l'industrie et le BTP. Les facteurs de tension du marché du travail en Guyane sont divers. Le lien entre la formation et l'emploi est un facteur de tension pour les professions para-médicales. Les conditions de travail contraignantes sont également à l'origine de la tension dans certaines familles professionnelles, comme chez les cuisiniers. Les tensions sur le marché du travail pourraient s'intensifier avec une population en forte croissance et une population active suivant la même tendance.

Source : *Insee Analyses Guyane n° 69 – Mai 2024*

La Réunion

La participation des femmes au marché du travail progresse

Les femmes participent de manière croissante au marché du travail. Ainsi, en 2023, à La Réunion, 58 % des femmes de 15 à 64 ans ont un emploi ou sont au chômage, soit 4 points de plus qu'en 2019, avant la crise sanitaire.

Source : *Insee Flash Réunion n° 271 – Mars 2024*

[Des seniors de 55 à 64 ans plus souvent en emploi et moins souvent à la retraite qu'en 2014](#)

En 2022, à La Réunion, 44 % des seniors de 55 à 64 ans ont un emploi. Le taux d'emploi baisse à partir de 55 ans, comme ailleurs en France. Mais son niveau est comparable à celui de l'Hexagone à partir de 60 ans, alors même qu'avant 60 ans, le taux d'emploi sur l'île est très inférieur au niveau national. Cela peut traduire pour partie les difficultés que rencontrent nombre de seniors réunionnais à pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein : en 2022, parmi les Réunionnais âgés de 60 à 64 ans, seul un sur quatre déclare percevoir une pension de retraite ou préretraite. Cette part baisse depuis 2014, comme partout en France.

Source : *Insee Flash Réunion n° 255 – Mars 2023*

Mayotte

[Enquête Emploi 2022 à Mayotte - 2 000 emplois de moins qu'avant la crise sanitaire et forte hausse du chômage](#)

Au 2e trimestre 2022, 50 000 personnes de 15 à 64 ans ont un emploi à Mayotte, soit 2 000 de moins qu'en 2019. La population en âge de travailler étant toujours plus nombreuse, seuls 30 % des 15-64 ans ont un emploi en 2022, soit quatre points de moins qu'en 2019 ; c'est le niveau le plus faible depuis 2009. Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 34 % : il augmente de quatre points par rapport à son niveau des années précédentes.

Source : *Insee Flash Mayotte n° 151 – Février 2023*

Polynésie française

[Bilan de l'emploi en 2022](#)

En 2022, le nombre moyen d'emplois salariés déclarés à la Caisse de prévoyance sociale (CPS) s'est accru de 3 560 (+ 5,4 %) depuis 2021 pour atteindre 69 370 emplois. Hausse annuelle la plus marquée depuis plus de 20 ans, elle est portée par l'ensemble des secteurs d'activité et la reprise touristique.

Source : *ISPF, Points Études et Bilans n° 1400 – Décembre 2023*

[Le taux d'emploi poursuit sa progression en 2023](#)

En 2023, le nombre de personnes souhaitant un emploi s'est stabilisé et celui des personnes ne souhaitant pas travailler a diminué pour la première fois depuis 2018. La population active au sens du Bureau international du travail (BIT) progresse à 112 500 personnes âgées de 15 à 64 ans. Le taux d'emploi progresse de 1,2 point et atteint 55,8 % de la population en âge de travailler. Deux mille cent personnes supplémentaires ont un emploi et autant ont disparu du stock de personnes ne souhaitant pas travailler. Le nombre de personnes souhaitant un emploi s'est accru de 400 pour se porter à 25 900 personnes dans le halo du chômage ou considérées comme chômeurs. Le nombre de ces derniers est resté stable.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n° 1408 – Février 2024

Nouvelle-Calédonie

[Les femmes sur le marché de l'emploi calédonien, miroir grossissant des mutations sociales](#)

L'activité professionnelle des femmes ne cesse de croître en Nouvelle-Calédonie, comme dans les autres pays développés. Le fait que les femmes occupent désormais près de la moitié des emplois sur le territoire constitue une mutation sociale majeure. La proportion était de 38 % il y a trente ans. La plus forte réussite des filles dans le système scolaire et universitaire constitue l'un des fondements de cette mutation.

Source : Isee, Synthèse n° 72 – Mars 2024

[Face à l'emploi, les femmes et les Kanak restent désavantagés par rapport aux hommes et aux non-Kanak](#)

Entre 2020 et 2022, 4 000 personnes ont rejoint le marché du travail en tant qu'actifs occupés. Parallèlement, le nombre de chômeurs recule en 2 ans. Ces bons résultats profitent plus aux hommes qu'aux femmes. Même en étant plus diplômées, les femmes sont moins souvent en emploi que les hommes. En outre, leurs statuts d'activité et leurs conditions d'emploi sont moins favorables.

Source : Isee, Synthèse n° 68 – Août 2023

[Des emplois pas toujours pérennes, et des difficultés pour accéder à l'emploi](#)

En 2022, une personne sur deux occupe un emploi, parmi les 15 ans et plus. La plupart d'entre elles sont salariées. 64 % de l'ensemble des personnes en emploi ont un contrat stable, mais au moins 17 % occupent un emploi précaire. Parallèlement, 1 personne sur 10 est sans emploi mais a exprimé le souhait de travailler.

Source : Isee, Synthèse n° 67 – Août 2023

[Emploi salarié : Synthèse annuelle 2023](#)

En 2023, l'effectif salarié privé continue de progresser et franchit pour la première fois la barre des 68 000 emplois

Source : *Isee, Conjoncture – Juillet 2024*

[Les salaires : synthèse annuelle 2022](#)

La hausse des prix affecte le pouvoir d'achat salarial des Calédoniens en 2022. (Des données historiques sont également disponibles sur les salaires nets et des salaires minimum.)

Source : *Isee, Conjoncture – Novembre 2023*

Wallis-et-Futuna

[Répartition annuelle des demandeurs d'emploi](#)

Par âge, sexe et diplôme, de 2012 à 2022

Source : *STSEE – 2023*

4. 4 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Pauvreté monétaire par département](#)

Cet ouvrage dresse un panorama des inégalités sociales dans plusieurs domaines. La satisfaction dans la vie et le bien-être, l'état de santé des jeunes et leur consommation de substances psychoactives, la proximité sociale des personnes en couple, les inégalités de niveau de vie et de patrimoine, les inégalités d'orientation à la fin du collège et les inégalités en matière de santé, en France et en Europe sont ainsi abordés en mobilisant les nomenclatures socioéconomiques ou socioprofessionnelles, dont la nouvelle PCS Ménage ou encore les classes d'emploi.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee, Insee références, « France, portrait social - édition 2023 » - Novembre 2023*

[La grande pauvreté bien plus fréquente et beaucoup plus intense dans les DOM](#)

La grande pauvreté est 5 à 15 fois plus fréquente dans les départements d'outre-mer (DOM) qu'en France métropolitaine. Elle y est aussi beaucoup plus intense. Dans les 4 DOM historiques, les familles monoparentales, les personnes sans emploi ainsi que les retraités sont particulièrement touchés. Outre sa dimension monétaire, la caractéristique majeure de la grande pauvreté par rapport à des situations moins aiguës de pauvreté est la fréquence de privations, y compris pour des besoins fondamentaux comme la nourriture ou l'habillement pour 4 à 8 personnes sur 10 en situation de grande pauvreté. À l'exception de la Guyane, le renoncement à la voiture est moins fréquent qu'en France métropolitaine.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Insee Focus n° 270 – Juillet 2022*

[Principaux résultats sur les revenus et la pauvreté des ménages en 2021 - Dispositif Fichier localisé social et fiscal \(Filosofi\)](#)

Territoires : *Martinique, La Réunion*

Source : *Insee, Chiffres détaillés – Janvier 2024*

Guadeloupe

[12 % des Guadeloupéens en situation de grande pauvreté en 2018](#)

En Guadeloupe, en 2018, 12 % des habitants vivent en situation de grande pauvreté, cumulant au moins sept privations matérielles et une forte pauvreté monétaire. En particulier, 79 % des Guadeloupéens en situation de grande pauvreté subissent au moins une privation physiologique telle que le fait de ne pas pouvoir acheter de vêtements neufs, 72 % des Guadeloupéens en grande pauvreté ont dû faire face à des impayés et la grande majorité renoncent aux loisirs. Les familles monoparentales et les personnes seules sont particulièrement confrontées à cette pauvreté intense.

Source : *Insee Analyses Guadeloupe n° 57 – Juillet 2022*

[Moins de produits laitiers et de fruits, plus de légumes et de boissons sucrées dans les habitudes alimentaires des Guadeloupéens en 2017](#)

Les ménages guadeloupéens allouent en moyenne 22,4 % de leur budget pour l'alimentation en 2017, qui représente ainsi la première part des dépenses d'un ménage. Les habitudes alimentaires des Guadeloupéens diffèrent sur de nombreux points de celles des métropolitains. La consommation de fruits est moins fréquente en Guadeloupe qu'en France métropolitaine, en particulier pour les ménages les plus modestes. Les produits laitiers sont également moins consommés. À l'inverse, les légumes, l'huile et les produits sucrés sont plus consommés en Guadeloupe. La viande

est également présente, la volaille étant privilégiée contrairement au bœuf. Par ailleurs, les produits ultra-transformés ont une part importante dans les habitudes alimentaires guadeloupéennes, mais inférieure à celle des métropolitains.

Source : *Insee Analyses Guadeloupe n° 67 – Mai 2023*

Martinique

[Panorama de la pauvreté en martinique](#)

Une diversité de situations individuelles et territoriales

Source : *Insee dossier Martinique – Octobre 2023*

[Moins de produits laitiers et de fruits, plus de boissons sucrées dans les habitudes alimentaires des Martiniquais en 2017](#)

Les ménages martiniquais allouent en moyenne 21,6 % de leur budget pour l'alimentation en 2017, qui représente ainsi la première part des dépenses d'un ménage. Les habitudes alimentaires des Martiniquais diffèrent sur de nombreux points de celles des Métropolitains. La consommation de fruits et légumes est moins fréquente en Martinique qu'en France métropolitaine, en particulier pour les ménages les plus modestes. Les produits laitiers sont également moins consommés. À l'inverse, l'huile et les produits sucrés sont plus consommés en Martinique. La viande est également un peu plus présente, la volaille étant privilégiée contrairement au boeuf.

Source : *Insee Analyses Martinique n° 60 – Mars 2023*

Guyane

[29 % des Guyanais en situation de grande pauvreté en 2018](#)

En Guyane, 29 % des habitants vivent en situation de grande pauvreté en 2018, cumulant au moins sept privations matérielles et une forte pauvreté monétaire. Les ménages complexes (ménages comportant plusieurs familles, plusieurs générations) et les familles monoparentales sont particulièrement confrontées à cette pauvreté intense. Les deux tiers des personnes en situation de grande pauvreté sont des étrangers.

Source : *Insee Analyses Guyane n° 59 – Juillet 2022*

La Réunion

[Panorama de la pauvreté à La Réunion](#)

Une forte pauvreté et des fragilités territoriales liées à l'insertion professionnelle et à la situation familiale

Source : *Insee dossier Réunion n° 7 – Octobre 2023*

[Niveau de vie et pauvreté en 2021 à La Réunion](#)

En 2021, 36 % des Réunionnaises et Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté. Ce taux de pauvreté baisse par rapport à 2019, avant la crise sanitaire.

Source : *Insee Flash Réunion n° 268 – Février 2024*

[Les quartiers de la politique de la ville à La Réunion - Une population précaire malgré quelques améliorations](#)

À La Réunion, 159 300 personnes habitent dans l'un des 49 quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV) en 2018, soit un cinquième de la population. Ces quartiers rassemblent, par définition, une population dont la situation est particulièrement précaire. Ainsi, 53 % des habitants des QPV sont pauvres, 54 % n'ont pas de diplôme, 66 % de ceux en âge de travailler n'ont pas d'emploi. Leur situation est nettement plus difficile que celle de la population des QPV de l'Hexagone.

Source : *Insee Flash Réunion n° 247 – Février 2023*

[Un quart des personnes originaires de La Réunion vivant dans l'Hexagone se déclarent victimes de discriminations ou de traitements inégalitaires](#)

Parmi les natifs et descendants de natifs de La Réunion vivant en France métropolitaine, 25 % déclarent avoir subi des traitements inégalitaires ou des discriminations, contre 14 % des natifs de l'Hexagone dont les parents y sont aussi nés. C'est toutefois moins que parmi les personnes originaires des autres Outre-mer. La principale source de discrimination déclarée est la couleur de peau et l'origine, suivie par le sexe. C'est sur le lieu de travail que la majorité des discriminations déclarées sont vécues. Lorsqu'elles s'estiment discriminées, la principale réaction des personnes originaires de La Réunion est la résignation.

Source : *Insee Flash Réunion n° 255 – Septembre 2023*

Nouvelle-Calédonie

[Indicateurs issus du dispositif de suivi de la pauvreté](#)

Source : Isee, Avril 2023

[En Nouvelle-Calédonie, la pauvreté revêt des dimensions différentes selon les territoires](#)

En 2020, un Calédonien sur cinq se trouve en situation de pauvreté monétaire. Mais ce taux n'est pas identique dans les différentes parties du territoire. Le niveau de vie médian des habitants de la province Sud est le double de celui des personnes vivant dans les îles Loyauté.

Source : Isee, Synthèse 64 – Avril 2023

Polynésie française

[Recensement de la population 2022 - Les conditions de logement des ménages polynésiens s'améliorent depuis dix ans](#)

Au recensement de la population 2022, la Polynésie française compte 101 400 logements. Le logement individuel reste prépondérant (86 %) et le plus souvent occupé par son propriétaire. L'habitat collectif, en grande majorité occupé par des locataires, concerne 15 % des logements des Îles Du Vent. Les conditions de confort sanitaire de base sont acquises pour 91 % des logements

Source : ISPF, Points Etudes et Bilans Polynésie française n° 1422 – Juillet 2024

4. 5 Santé et Solidarités

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Les établissements de santé dans les DROM](#)

L'organisation des établissements de santé des cinq départements et régions d'outre-mer présente une grande diversité. À La Réunion, en Guyane, et plus encore à Mayotte, les capacités d'accueil d'hospitalisation complète, rapportées à la population, sont nettement moins élevées et moins variées

qu'en France métropolitaine. En Guadeloupe et à la Martinique, elles sont plus proches de celles de la France métropolitaine. Pour l'hospitalisation partielle, la Martinique, la Guyane et Mayotte ont des capacités d'accueil et une activité très inférieures à celles de la France métropolitaine, tandis que la Guadeloupe et La Réunion s'en rapprochent.

Territoires : *Territoires : Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Drees, Les établissements de santé en 2021 dans les Dossiers de la DREES n° 111 – Juillet 2023*

[Couverture vaccinale contre le Covid-19 : des inégalités sociales toujours marquées à la fin de la campagne vaccinale](#)

D'après le quatrième volet de l'enquête nationale EpiCov, à la fin de l'année 2022, 83 % des habitants de France métropolitaine âgés de 18 ans ou plus déclaraient disposer d'un schéma vaccinal complet contre le Covid-19 et 93 % avoir reçu au moins une dose de vaccin. Les taux mesurés en Guadeloupe, à la Martinique et à La Réunion, les trois départements et régions d'outre-mer (DROM) enquêtés, sont sensiblement inférieurs.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, La Réunion*

Source : *Drees, Études et résultats n° 1280, Septembre 2023*

[Une personne sur dix éprouve des difficultés de compréhension de l'information médicale](#)

En France métropolitaine, environ 11 % des personnes ont des difficultés en littératie en santé. Cette proportion est plus importante dans les DROM

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Drees, Études et résultats n° 1269, Juin 2023*

[L'offre de soins hospitaliers en psychiatrie : évolutions de 2008 à 2019 et disparités territoriales](#)

Dossier détaillé sur l'évolution de l'offre de soins hospitaliers en psychiatrie, de 2008 à 2019. Jeux de données à explorer.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Drees, Les dossiers de la DREES n° 112 – Septembre 2023*

[Actualisation des coefficients géographiques des départements d'Outre-mer et de Corse](#)

Révision de la méthodologie d'objectivation des surcoûts supportés par les établissements de santé des DROM et de Corse

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Drees, Drees Méthodes n° 14 – Novembre 2023*

[Géodes - Santé publique France](#)

L'observatoire cartographique de Santé publique France

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : Santé publique France – 2023

[Base Score-Santé](#)

Indicateurs, tableaux, bases de données sur les thématiques santé et solidarité, par région et département ; fiches sur Mayotte et par COM

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna

Source : Fnors – 2024

[Base de données Data.Drees](#)

Données publiques produites par la Drees sur les thèmes : aide et action sociales ; baromètre d'opinion ; établissements de santé, sociaux et médico-sociaux ; état de santé et morbidité ; famille, enfance, jeunesse ; personnes âgées, handicap et dépendance ; professions de santé et du social ; protection sociale complémentaire ; retraites ; etc.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees – 2023

[En France, une personne sur sept de 15 ans ou plus est handicapée, en 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees, Études et résultats n° 1254 – Février 2023

[Enquête Vie quotidienne et santé 2021 - Données détaillées](#)

Thèmes : grand âge et autonomie, handicap et invalidité.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees – Février 2023

[Hospitalisations pour gestes auto-infligés : une progression inédite chez les adolescentes et les jeunes femmes en 2021 et 2022](#)

L'étude présente l'évolution des taux d'hospitalisation par âge et par sexe entre 2007 et 2022, dans les services de médecine et chirurgie (MCO) et dans ceux de psychiatrie. Elle décrit également les principales caractéristiques de ces hospitalisations en 2022, en fonction du type de geste infligé, des territoires ou des publics concernés. Les résultats sont détaillés pour chacun des 5 DROM.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees – Mai 2024

[Nombre de lits en réanimation : l'adaptation du système hospitalier pendant la crise due au Covid-19](#)

Cette étude analyse l'évolution du nombre de lits en soins critiques et plus particulièrement en réanimation, entre fin 2019 et fin 2022, afin de faire face à l'afflux de patients atteints de Covid-19. Les résultats sont détaillés pour chacun des 5 DROM, en tenant compte des spécificités des vagues épidémiques sur ces les départements et régions d'outre-mer (DROM) ont été touchés plus tardivement et plus intensément par rapport à leurs capacités initiales que ceux situés en France métropolitaine, avec des vagues épidémiques plus marquées à partir de 2021.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Drees – Mars 2024*

[Près d'un enfant ou adolescent sur dix a eu recours à un orthophoniste libéral en 2019, avec des motifs différenciés selon l'âge et le sexe](#)

Dans les DOM, La Réunion a un taux de recours égal à 83 pour 1 000 enfants alors que la Guadeloupe et la Martinique présentent des taux inférieurs (respectivement 64 et 59). Quant à La Guyane, elle affiche le taux de recours le plus bas (7), en adéquation avec sa faible densité d'orthophonistes. La grande diversité linguistique de sa population peut être une barrière à la prise en charge.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Drees – Janvier 2024*

[Grandes causes de décès en France en 2021 : une année encore fortement marquée par le Covid-19](#)

En 2021, le nombre total de décès est de 660 168, inférieur à celui de 2020 (667 497 décès), mais il demeure nettement supérieur à celui des années précédentes même en tenant compte du vieillissement de la population. L'année 2021 se caractérise par la montée en charge de la campagne de vaccination contre la Covid-19 en complément des mesures de gestion et de prévention liées à la circulation de Sars-CoV-2. L'épidémie dans les départements et régions d'outre-mer (DROM) s'est intensifiée en 2021 aux Antilles, en Guyane et à Mayotte. Les taux standardisés de mortalité due au Covid-19 y sont nettement plus élevés que dans les régions les plus touchées de France métropolitaine, y compris en 2020.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Drees – Décembre 2023*

[Indicateurs EpiCov](#)

Les jeux de données mis à disposition présentent des indicateurs calculés à partir de l'enquête EpiCov, menée par la DREES et l'INSERM entre mai 2020 et décembre 2022 en quatre volets d'interrogations. Les données sont organisées selon les volets d'enquête

qui ont permis de calculer les indicateurs proposés : la volet 1 a été collecté au cours du mois de mai 2020, la volet 2 entre octobre et décembre 2020 et la volet 3 entre juin et août 2021. Les résultats sont disponibles au niveau départemental, y compris pour La Réunion, la Guadeloupe et la Martinique.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, La Réunion*

Source : *Drees – Mai 2024*

[Lutte contre l'antibiorésistance : mise à disposition d'un outil de datavisualisation permettant de suivre les pratiques de prescriptions d'antibiotiques des médecins généralistes](#)

Le site « Données sur la prescription d'antibiotiques chez les médecins généralistes » développé en lien avec la Mission ministérielle de Prévention des Infections et de l'Antibiorésistance (MMPIA) du Ministère de la Santé et de la Prévention est un outil simple de partage de données de santé utiles au déploiement de la Stratégie nationale 2022-2025 Prévention des infections et de l'Antibiorésistance en santé humaine (Axe 5, action 30) à l'échelle nationale et départementale.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Drees – Novembre 2023*

[Fonds d'aide aux jeunes : moins de bénéficiaires mais un montant moyen des aides en hausse de 2019 à 2022](#)

Publication et données détaillées disponibles par département

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Drees, Études et résultats n° 1295, Février 2024*

[Dépenses de santé et restes à charge pour les patients : comment expliquer les disparités entre départements ?](#)

En France, en 2018, les dépenses de santé s'élèvent à 2 750 € en moyenne par patient. En tenant compte de la démographie, elles sont relativement plus élevées dans les 4 DROM historiques. Une part de ces écarts peut être liée à la modulation des tarifs des biens et services dans les Outre-mer, ainsi qu'aux caractéristiques socio-économiques de la population de ces territoires.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Drees, Études et résultats n° 1265 – Mai 2023*

[9,3 millions de personnes déclarent apporter une aide régulière à un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie en 2021](#)

Étude à partir du dispositif des enquêtes Autonomie, qui s'intéresse aux personnes,

mineures et majeures, qui déclarent apporter une aide régulière à un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie et détaille les catégories d'aides Apportées.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Drees, Études et résultats n° 1255 – Février 2023*

[Minima sociaux et prestations sociales – Ménages aux revenus modestes et redistribution – Édition 2023](#)

Cet ouvrage rassemble les dernières données disponibles sur les dispositifs de redistribution destinés aux ménages, notamment les plus modestes.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon*

Source : *Drees, Panorama Social– Septembre 2023*

[Aux Antilles, trois seniors sur dix rencontrent des difficultés dans leurs activités quotidiennes](#)

En 2021, aux Antilles (Guadeloupe et Martinique), les problèmes fonctionnels affectent trois personnes âgées de 60 ans et plus vivant à domicile sur dix. Les problèmes de santé restreignent 45,0 % des seniors dans leurs activités quotidiennes. Parmi l'ensemble des seniors à domicile, 11,0 % sont en situation de perte d'autonomie.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique*

Source : *Insee Analyses Guadeloupe n° 68 et Insee Analyses Martinique n° 67 – Décembre 2023*

[Légère hausse des dépenses d'aide sociale départementale en 2021](#)

Statistiques départementales détaillées sur les dépenses d'aide sociale départementale en 2021

Territoires : *Guadeloupe, Martinique*

Source : *Drees – Juin 2023*

[L'aide sociale des départements en 2022](#)

Statistiques sur l'aide sociale des départements en 2022 et en séries longues : aides sociales accordées aux personnes âgées ou handicapées et les mesures d'aide sociale à l'enfance (ASE) ; effectifs du personnel départemental de l'action sociale et médico-sociale ; données nationales provisoires sur les dépenses d'aide sociale.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Drees – Décembre 2023*

Guadeloupe

[Six Guadeloupéens sur dix bénéficient d'au moins une prestation de la Caf](#)

En décembre 2021, 113 300 foyers allocataires guadeloupéens perçoivent au moins une prestation de la Caisse d'allocations familiales (Caf) dans les domaines des besoins familiaux, de l'insertion-solidarité et du logement. Ainsi, 233 900 personnes sont couvertes, soit près de six habitants de la région sur dix.

Source : *Insee Analyses Guadeloupe n° 77 – Novembre 2023*

[Le handicap en Guadeloupe](#)

Source : *FNORS, données de l'enquête Vie Quotidienne et Santé, DREES – Octobre 2023*

Martinique

[57 % des Martiniquais bénéficient d'au moins une prestation de la Caf](#)

En décembre 2021, 104 500 foyers allocataires martiniquais perçoivent au moins une prestation de la Caisse d'allocations familiales (Caf) dans les domaines des besoins familiaux, de l'insertion-solidarité et du logement. Ainsi, 207 100 personnes sont couvertes, soit 57 % des habitants de la région.

Source : *Insee Analyses Martinique n° 66 – Novembre 2023*

Guyane

[Six Guyanais sur dix bénéficient d'au moins une prestation de la Caf](#)

En décembre 2021, 57 500 foyers allocataires guyanais perçoivent au moins une prestation de la Caisse d'allocations familiales (Caf) dans le domaine des besoins familiaux, de l'insertion-solidarité et du logement. Ainsi, 168 600 personnes sont couvertes, soit six habitants de la région sur dix.

Source : *Insee Analyses Guyane n° 66 – Novembre 2023*

La Réunion

[Davantage de seniors en perte d'autonomie à domicile à La Réunion que dans l'Hexagone](#)

En 2021, à La Réunion, 11 % des seniors âgés de 60 ans ou plus et vivant à leur domicile sont en perte d'autonomie. Cette part est plus importante que dans l'Hexagone, alors même que les seniors sont plus jeunes sur l'île.

Source : *Insee Flash Réunion n° 263 – Décembre 2023*

[L'essentiel 2021 : Santé et sécurité au travail](#)

Le nombre d'accidents du travail a augmenté de 23,0 % par rapport à 2020. Toutefois, la hausse est de 14,1 % comparativement à la période d'avant la crise sanitaire, soit 2019, avec plus de 6 400 accidents.

Source : *CGSS de La Réunion – Février 2023*

Mayotte

[À Mayotte, pour les 22 000 personnes en situation de handicap, une reconnaissance administrative et une insertion professionnelle plus difficiles qu'ailleurs](#)

À Mayotte, en 2021, 22 000 personnes, soit 13 % de la population des 15 ans ou plus, sont en situation de handicap au sens où elles sont sévèrement limitées ou fortement restreintes dans leur vie quotidienne.

Source : *Insee Analyses Mayotte n° 35 – Novembre 2023*

[À Mayotte, 7 % des seniors en perte d'autonomie en 2021](#)

En 2021, à Mayotte, 7 % des seniors âgés de 60 ans ou plus sont en perte d'autonomie, soit 1 000 personnes. Ces dernières vivent toutes à leur domicile. La perte d'autonomie provient notamment de limitations fonctionnelles qui se cumulent : 38 % des seniors vivant à Mayotte sont touchés par une ou plusieurs de ces limitations.

Source : *Insee Flash Mayotte n° 167 – Décembre 2023*

Polynésie française

[Conditions de vie de la population : le recours aux évacuations sanitaires aériennes d'urgence en Polynésie française entre 2010 et 2018](#)

Les évacuations sanitaires (dites « évasans ») aériennes d'urgence du SAMU du Centre hospitalier de Polynésie française (CHPF) exercent un rôle majeur sur les conditions de vie de la population polynésienne. Les évasans aériennes d'urgence sont indispensables pour pallier les inégalités territoriales entre l'île de Tahiti, où l'essentiel de la population réside et où l'offre sanitaire de la Polynésie française est concentrée, et les autres îles.

Source : *Points Etudes et Bilans n° 1334 – Décembre 2023*

4. 6 Enseignement, éducation (dont illetrisme), enseignement supérieur

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche 2023](#)

Le chapitre 10 présente de façon détaillée les principales statistiques propres aux départements et collectivités d'outre-mer. Les thématiques abordées spécifiquement sont les élèves, les étudiants, les personnels, les diplômes délivrés dans les départements et régions d'outre-mer (DROM).

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*

Source : *Depp, Repères et références statistiques – Août 2023*

[L'état de l'École 2023](#)

La publication L'état de l'École présente une synthèse d'indicateurs statistiques qui apparaissent essentiels et pertinents pour analyser notre système éducatif et pour apprécier les politiques publiques mises en œuvre.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Depp – Octobre 2023*

Géo-éducation

La Depp propose un outil de cartographie interactive pour visualiser de nombreux indicateurs sur l'éducation, à l'échelle de la commune, du département, de l'académie, de la région, ou encore des zonages d'études.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp – 2024

Les indicateurs de résultats des collèges et des lycées 2023

Indicateurs de résultats par lycée (taux de réussite, taux d'accès, taux de mentions) et indicateurs de valeur ajoutée des collèges.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp – Mars 2024

L'indice de position sociale (IPS) : un outil statistique pour décrire les inégalités sociales entre établissements

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n° 23.16 – Mars 2023

Évolution de la mixité sociale des collèges

Les collèges ont des compositions sociales très différentes, ce qui est régulièrement décrit comme un facteur renforçant les inégalités scolaires.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n° 24.19 - Mai 2024

En 2022-2023, l'absentéisme touche en moyenne 7 % des élèves du second degré public

Du fait de leurs absences, les élèves du second degré public ont perdu en 2022-2023, 7,7 % de temps d'enseignement. Lorsque seules les absences non justifiées sont prises en compte, ce temps d'enseignement perdu représente 1,9 % de temps d'enseignement.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n° 24.12 – Avril 2024

Les élèves du premier degré à la rentrée 2023

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n° 23.50 – Décembre 2023

Profil des admis aux concours enseignants 2022

À la session 2022, 22 200 candidats sont admis aux différents concours enseignants organisés par le ministère chargé de l'éducation nationale, dont 84 % dans

l'enseignement public. La principale voie de recrutement par concours est la voie externe (80 % des admis).

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Polynésie française

Source : Depp, Note d'information n° 23.46 – Novembre 2023

[Un recours très répandu aux classes à niveaux multiples dans les écoles](#)

En France, neuf écoles sur dix ont au moins une classe regroupant des élèves de différents niveaux d'enseignement.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion

Source : Depp, Note d'information n° 23.39 – Septembre 2023

[L'apprentissage au 31 décembre 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n° 23.35 – Juillet 2023

[Le baccalauréat 2024 – session de juin](#)

Taux de réussite par voie, série et académie

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n° 24.29 – Juillet 2024

[Les élèves allophones nouvellement arrivés scolarisés en 2021-2022](#)

77 435 élèves allophones nouvellement arrivés scolarisés en 2021-2022 : neuf sur dix bénéficient d'un soutien linguistique ou d'une scolarité dans un dispositif spécifique

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n° 23.23 – Juin 2023

[Journée défense et citoyenneté 2022 : plus d'un jeune Français sur dix en difficulté de lecture](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n° 23.22 – Juin 2023

[Une mesure de l'éloignement des lycées](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Depp, Note d'information n° 23.19 – Avril 2023

[Indice de l'éloignement des collèges et des lycées](#)

Données annuelles par établissement, 2023 dernier millésime disponible

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Document de travail - série méthodes n° 2023-M02, – Novembre 2023

[Bilans académiques de Parcoursup 2023](#)

Le bilan de la campagne Parcoursup 2023 permet d'avoir une vision territoriale de l'offre de formation et de la phase d'admission de Parcoursup.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française

Source : Sies – Juin 2024

[Bilans académiques Mon Master 2023](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française

Source : Sies – Juin 2024

[Les effectifs étudiants dans le supérieur en 2022-2023](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Sies, Note d'information n° 11– Décembre 2023

[Les boursiers sur critères sociaux en 2022-2023](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Sies, Note Flash n° 20 – Septembre 2023

[Open data de l'enseignement supérieur, recherche et innovation](#)

Plus d'une centaine de jeux de données avec une recherche par mots clés, par exemple les données détaillées sur l'insertion professionnelle des sortants de l'enseignement supérieur ou sur les candidatures en master

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Martin, Wallis-et-Futuna

Source : MESR-Sies – 2024

[Recensement de la population](#)

Résultats 2021 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... 7 thèmes accessibles, parmi lesquels : Diplômes, formation

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres-détaillés – Juin 2024

[Résultats statistiques des collectivités d'outre-mer](#)

Données du recensement de la population 2021 communales et infra-communales sur la formation.

Territoires : Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2024

Guadeloupe

[Chiffres clés de la région académique de Guadeloupe 2023-2024](#)

Source : Académie Guadeloupe – 2024

Martinique

[L'académie en chiffres 2023-2024](#)

Source : Académie Martinique – 2024

Guyane

[Constats d'effectifs du premier et second degré](#)

Source : Académie Guyane, Novembre 2023

[En Guyane, 6 200 enfants âgés de 3 à 16 ans ne sont pas scolarisés en 2020](#)

En 2020, la part des enfants âgés de 3 à 16 ans non-scolarisés s'élève à 7 % en Guyane, soit 6 207 enfants. Elle est deux fois plus élevée qu'en France hexagonale. La non-scolarisation est plus marquée en Guyane non-routière.

Source : Insee Analyses Guyane n° 68 – Février 2024

La Réunion

[Tableaux statistiques et notes d'informations statistiques](#)

Source : Académie La Réunion – 2024

[Scolarités courtes à La Réunion](#)

À La Réunion, en 2020, les scolarités courtes sont plus fréquentes que dans l'Hexagone. C'est à 18 ans, à la sortie du lycée, que les écarts se creusent fortement : à cet âge, seuls 70 % des jeunes de l'île poursuivent leurs études, contre 83 % dans l'Hexagone. Sur l'île, ces scolarités courtes sont à peine moins fréquentes qu'il y a dix ans, mais les sorties du système scolaire sans diplôme se sont en revanche nettement réduites.

Source : Insee Analyses La Réunion n° 87 – Février 2024

[Modes de vies et bien-être des adolescents à La Réunion en 2021](#)

Résultats de l'enquête nationale en Collèges et Lycées chez les Adolescents sur la Santé et les Substances - EnCLASS DROM 2021

Source : *FNORS – Mai 2023*

[À La Réunion, malgré des diplômes de plus en plus élevés, les jeunes accèdent toujours tardivement à leur autonomie](#)

La jeunesse réunionnaise est de plus en plus diplômée. Néanmoins, en 2019, seuls quatre jeunes sur dix sont autonomes à 29 ans, c'est-à-dire travaillent et habitent leur propre logement, contre sept sur dix dans l'Hexagone. Depuis une décennie, l'accès à l'autonomie des jeunes a peu évolué sur l'île.

Source : *Insee Analyses Réunion n° 82 – Juin 2023*

Mayotte

[Constat d'effectifs](#)

Source : *Rectorat Mayotte – 2023*

Nouvelle-Calédonie

[Les chiffres clés de l'éducation en Nouvelle-Calédonie](#)

Source : *Vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie – 2023*

[Les bacheliers calédoniens en études supérieures](#)

Des étudiants calédoniens toujours plus nombreux en 2021 et majoritairement en formation post-bac sur le territoire

Source : *Isee, Synthèse n° 65, mai 2023*

Polynésie Française

[Chiffres-clés de l'université polynésienne](#)

Source : *Université de la Polynésie française – 2023*

Wallis-et-Futuna

[Les chiffres de l'éducation en 2023](#)

Source : STSEE – 2023

4. 7 Jeunesse, sport, culture

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Fréquentation des accueils collectifs de mineurs](#)

Données détaillées par département, type d'accueils (avec ou sans hébergement), tranche d'âges et type de séjours.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : Injep – Mai 2024

[Diplômés des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur \(BAFA\) et de directeur \(BAFD\)](#)

Données détaillées par département, sexe, âge médian et âge moyen

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Saint-Martin

Source : Injep – Mai 2024

[Recensement des licences et clubs sportifs 2022](#)

Données détaillées à la commune, par sexe, tranche d'âge et appartenance ou non à un quartier prioritaire.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Wallis-et-Futuna

Source : Injep – Septembre 2023

[Les chiffres clés de la vie associative en 2023](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Injep – 2023

[Les fiches régionales de la vie associative 2023](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Injep – Octobre 2023*

[Les chiffres clés du sport 2023](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Injep – Octobre 2023*

[Les chiffres clés de la jeunesse 2024](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Injep – Juillet 2024*

[Atlas culture des territoires](#)

Un portrait de chaque région mobilisant des données géographiques, économiques et sociales pour décrire les territoires, ainsi que des données culturelles (offre, dépenses publiques, emploi et entreprises).

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Deps – Mars 2024*

[Chiffres Clés 2023 de la culture et de la communication](#)

Les Chiffres clés, statistiques de la culture et de la communication répondent aux besoins d'information chiffrée des acteurs de la culture et constituent un outil essentiel pour penser les enjeux qui traversent le secteur. Cette analyse transversale du champ culturel s'appuie sur de nombreuses données issues de sources statistiques et administratives.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Deps, Mars 2024*

[S'informer à l'ère du numérique](#)

Dans un contexte où le numérique conduit au développement et à la diversification des manières de s'informer, l'édition 2018 de l'enquête Pratiques culturelles du DEPS – étendue en 2019 et 2020 aux départements et régions d'Outre-mer – intègre des questions sur le suivi de l'actualité, les thématiques et les canaux d'information.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Deps, Culture études – Novembre 2023*

[Langues et usages des langues dans les consommations culturelles en France](#)

Nouvelles informations sur les dynamiques de socialisations linguistiques, qui articulent transmissions familiales et apprentissages scolaires. Qu'il s'agisse des langues étrangères acquises comme dans le cas de l'anglais ou des langues régionales, des langues des Outre-mer et des langues non territoriales transmises, les répertoires linguistiques des populations résidant en France métropolitaine et dans les Outre-mer s'avèrent très contrastés.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Deps, Culture études – Mars 2023*

Guadeloupe

[Mauvaises performances pour les licences sportives en Guadeloupe en 2022](#)

En 2022, 38 600 licences sportives sont délivrées en Guadeloupe, soit 102 licences pour 1000 habitants. Le territoire reste en net retrait par rapport à l'ensemble des régions métropolitaines. Le football et le tennis sont les sports les plus populaires, représentant près d'un tiers des licences délivrées. Les femmes détiennent moins de licences sportives que les hommes. La moitié des licences sont souscrites par des jeunes de moins de 20 ans.

Source : *Insee Flash Guadeloupe n° 200, Avril 2024*

Martinique

[Dans la course aux licences en 2022, la Martinique manque de souffle](#)

En 2022, la Martinique compte 34 500 licences sportives délivrées sur l'année, soit 98 licences pour 1000 habitants. Elle se classe parmi les régions les moins licenciées de France. Elle souffre d'un taux de pauvreté élevé et d'un manque d'équipements sportifs, ce qui constitue des freins à l'accès aux activités sportives. Comme dans toutes les régions, le football est le sport le plus prisé en Martinique. Les femmes détiennent moins de licences sportives que les hommes. La moitié des licences sont souscrites par des jeunes de moins de 20 ans.

Source : *Insee Flash Martinique n° 199, Avril 2024*

Guyane

[La Guyane, lanterne rouge des licences sportives en 2022](#)

En 2022, la Guyane compte 21 200 licences sportives délivrées, soit 71 licences pour 1000 habitants. Malgré la jeunesse de sa population, elle est la région la moins licenciée de France. Elle souffre d'un manque d'équipements sportifs et d'un taux de pauvreté élevé, ce qui constitue des freins à l'accès aux activités sportives. Comme dans toutes les régions, le football est le sport le plus prisé. Les femmes souscrivent moins de licences sportives que les hommes.

Source : *Insee Flash Guyane n° 187 – Avril 2024*

La Réunion

[Peu de licences sportives en club à La Réunion](#)

En 2020, à La Réunion, seulement 50 % des 15 ans ou plus déclarent pratiquer une activité physique ou sportive régulière, c'est-à-dire au moins une séance par semaine en moyenne. Cette part est nettement moindre qu'au niveau national (65 %). L'île se place ainsi en dernière position des régions de France quant à la pratique sportive régulière de ses habitants. De fait, le nombre de licenciés dans les clubs sportifs est aussi nettement moins élevé : 114 licences pour 1 000 habitants en 2022 contre 157 au niveau national. Comme ailleurs en France, le football et le tennis sont les sports les plus prisés. En troisième place vient le handball, mieux positionné à La Réunion qu'ailleurs en France.

Source : *Insee Flash Réunion n° 272 – Avril 2024*

Mayotte

[Moins de licences sportives à Mayotte qu'au niveau national](#)

En 2020, à Mayotte, seulement 55 % des personnes de 15 ans ou plus déclarent pratiquer une activité physique ou sportive régulière, c'est-à-dire au moins une séance par semaine en moyenne. Cette part est nettement plus faible qu'au niveau national (65 %). De fait, le nombre de licenciés en club est relativement faible. Ainsi, après la Guyane, Mayotte est la région française où le taux de licences sportives est le plus faible : 86 licences pour 1 000 habitants en 2022 contre 157 au niveau national. Les sports les plus prisés sont principalement le football, le handball et le basketball.

Source : *Insee Flash Mayotte n° 171 – Avril 2024*

Nouvelle-Calédonie

[Chiffres clés Culture](#)

Source : *Isee – 2023*

4. 8 Logement et construction

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Recensement de la population](#)

Résultats 2020 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...
7 thèmes accessibles, dont Logements

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, la Réunion*

Source : *Insee, Chiffres détaillés – Juin 2024*

[Résultats statistiques des collectivités d'outre-mer](#)

Données du recensement de la population 2020 communales et infra-communales sur
les logements et les résidences principales

Territoires : *Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon*

Source : *Insee, Chiffres détaillés – Juin 2024*

[Construction de logements – Résultats à fin janvier 2024](#)

Logements autorisés et commencés, par région ; séries administratives par commune.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *SDES, Stat Info n° 623 – Mars 2024*

[Au 1^{er} janvier 2023, 15,9 % des résidences principales sont des logements locatifs sociaux](#)

Datavisualisation et publications régionales.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *SDES – Décembre 2023*

[Logement sociaux au 1^{er} janvier 2023](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres détaillés – Janvier 2024

[Indice des loyers](#)

Les indices des loyers d'habitation dans les secteurs du libre et du social

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2024

[1,2 million de logements vacants supplémentaires en France depuis 1990, surtout dans les zones en déprise démographique](#)

En 2023, 3,1 millions de logements sont vacants en France hors Mayotte, soit 8,2 % du parc de logements. Depuis 1990, le nombre de logements vacants a augmenté de près de 1,2 million, soit une hausse de 60 %. Cette augmentation intervient essentiellement à partir de 2005 et atteint depuis 2,5 % en moyenne par an. Le nombre de logements vacants augmente ainsi 2,3 fois plus vite que le nombre total de logements entre 2005 et 2023. La vacance est en hausse dans presque tous les départements, à l'exception de ceux de Corse et de l'Hérault.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee première n° 1979 – Janvier 2024

[Le marché de la construction en France en 2021](#)

En 2021, le marché de la construction en France est évalué à près de 300 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Ce marché est essentiellement porté par des unités indépendantes de petite taille dans le bâtiment et par des unités de grande taille regroupées en entreprises plus vastes dans les travaux publics. Le recours à la sous-traitance représente près d'un cinquième du chiffre d'affaires total. Les secteurs publics et privés mobilisent à parts égales les travaux publics tandis que les plus petites unités du bâtiment travaillent majoritairement pour les ménages. Le chiffre d'affaires du bâtiment, net de sous-traitance, est réalisé à près des deux tiers dans le logement.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : SDES – Avril 2024

[Maisons neuves : une superficie des terrains très variable selon les marchés immobiliers locaux](#)

Les terrains achetés entre 2019 et 2022 pour construire une maison individuelle ont une surface médiane de 670 m². Ces surfaces varient toutefois de 1 à 7 entre les marchés immobiliers locaux, les terrains de grandes tailles étant plus fréquents en zone détendue et sur un axe sud-ouest/nord-est de France métropolitaine. En dix ans, la superficie médiane des terrains a reculé de 18 % au niveau national. Cette réduction concerne la plupart des territoires et est plus prononcée en zone détendue. Alors que

cette diminution s'est produite de manière relativement homogène sur l'ensemble du territoire au cours de la décennie 2010, les zones les plus tendues se singularisent, depuis la crise sanitaire, par un mouvement opposé d'augmentation des surfaces.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *SDES – Juin 2024*

Guadeloupe

[En 2020, 15 % des logements sont vacants en Guadeloupe](#)

La Guadeloupe se place en seconde position des régions françaises en termes de part de logements vacants (15,1 %) en 2020. Cette part est plus élevée dans les EPCI qui subissent une déprise démographique tels que la communauté de communes de Marie-Galante (23,8 %) et celle du Grand Sud Caraïbe (17,6 %). Dans La Riviera du Levant où la diminution de la population est moins marquée et le marché immobilier plus dynamique, la part de logements vacants est plus faible (10,9 %).

Source : *Insee Flash Guadeloupe n° 196 – Janvier 2024*

[En Guadeloupe, la consommation d'espace liée à l'habitat augmente de 16 % entre 2010 et 2019](#)

En Guadeloupe, la consommation d'espace dédiée à l'habitat augmente de 16,0 % entre 2010 et 2019. Sur cette période, la surface consommée par ménage supplémentaire est de 1 630 m². La baisse de la taille des ménages ainsi que l'augmentation du nombre de logements vacants et de résidences secondaires expliquent en grande partie la variation du nombre de logements. La moitié des communes guadeloupéennes ont une consommation d'espace élevée au regard de l'évolution de leur nombre de ménages.

Source : *Insee Analyses Guadeloupe n° 80 – Juillet 2024*

Martinique

[En Martinique, un logement sur six est vacant en 2020](#)

La Martinique est la région française où la part de logements vacants est la plus élevée en 2020 (16,1 %). En lien avec la déprise démographique, l'augmentation de la proportion de logements vacants est plus élevée dans la communauté d'agglomération du centre de la Martinique (+5,7 points) et celle du Pays Nord Martinique (+3,2 points). Dans l'Espace Sud, où la diminution de la population est moins forte et le marché immobilier plus dynamique, la part de logements vacants est plus faible (14,3 %).

Source : *Insee Flash Martinique n° 195 - Janvier 2024*

Guyane

[En 2020, 10 % des logements sont vacants en Guyane](#)

La Guyane se place en cinquième position des régions françaises en termes de part de logements vacants (10,0 %) en 2020. Cette part est plus élevée dans les EPCI où la population augmente moins rapidement que le nombre de logements tel que la communauté d'agglomération de l'Est Guyanais. Dans l'Ouest Guyanais où la progression de la population est la plus forte et les logements mieux équipés, la part de logements vacants est plus faible (4,8 %).

Source : *Insee Flash Guyane n° 182 - décembre 2024*

La Réunion

[À La Réunion, près de 35 000 logements sont vacants en 2020](#)

Logements vacants à La Réunion en 2020. À La Réunion, en 2020, près de 35 000 logements sont vacants, soit 8,9 % de l'ensemble des logements de l'île, une part proche du niveau national. Suite au plan national de lutte contre les logements vacants de 2021, les zones tendues sont redéfinies. Dans ces zones, les propriétaires de logements vacants sont soumis à une taxe. Neuf communes de l'île sont concernées, dont les trois plus peuplées (Saint-Denis, Saint-Paul, Saint-Pierre). La part de logements vacants y est un peu supérieure à la moyenne régionale.

Source : *Insee Flash Réunion n° 267 - Janvier 2024*

Nouvelle-Calédonie

[Dos au mur en 2021, l'immobilier retrouve des couleurs en 2022](#)

En 2022, 2 891 transactions immobilières ont été conclues en Nouvelle-Calédonie pour un montant record de plus de 91 milliards de F.CFP. Les ventes des biens immobiliers repartent à la hausse (+32,5 %), après avoir enregistré le plus faible volume de transactions en 2021. Partout en Nouvelle-Calédonie, le nombre de transactions progresse. Mais le déséquilibre du marché reste important entre Nouméa, qui concentre la moitié des ventes du territoire, et le reste de la Nouvelle-Calédonie.

Source : *Isee, Synthèse n° 71 - Octobre 2023*

4. 9 Justice et sécurité intérieure

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Population écrouée/détenue

Données trimestrielles nationales et par région et chapitres dédiés à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie. Une personne est comptabilisée dans les statistiques de milieu fermé lorsqu'elle fait l'objet d'une mise sous écrou.

Territoires : *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*

Source : SSER, Fichier statistique Genesis – 2024

Les homicides en France de 2016 à 2021

Taux d'homicides annuel pour 100 000 habitants, par département, sur la période 2016-2021.

Territoires : *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*

Source : SSMSI, Interstats Analyse n°47 – 2022

Les refus d'obtempérer routiers enregistrés de 2016 à 2023: des délits en légère baisse

Sur la période 2016-2023, les forces de sécurité intérieure ont constaté 25700 délits de refus d'obtempérer routiers en moyenne par an. Ces derniers ont légèrement diminué sur la période (-5%), avec une hausse entre 2016 et 2021, suivie d'une baisse de 2021 à 2023.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*

Source : SSMSI, Info rapide n°36 – 2024

Conjoncture de la délinquance

Chaque quatrième jour ouvré du mois à 8h45, le SSMSI publie une note de conjoncture présentant l'évolution du nombre des principaux crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie au cours du mois précédent

Territoires : *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*

Source : SSMSI, Interstats Méthode n°24 - 2024

[Les statistiques trimestrielles de milieu ouvert](#)

Données nationales et par région, en stock et en flux. Une personne est considérée comme placée sous main de justice en milieu ouvert, lorsqu'elle est suivie pour une mesure, sans être placée sous écrou.

Territoires : *Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte*

Source : *SSER, Fichier statistique APPI - 2024*

[Les indicateurs statistiques pénaux](#)

Tous les trimestres, les tableaux détaillés des indicateurs statistiques pénaux fournissent des indicateurs tout le long de la chaîne pénale : affaires arrivées au parquet, orientations, poursuites, condamnations... Les indicateurs sont diffusés au niveau des juridictions et au niveau des départements.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *SSER, Fichier statistique Cassiopée – Avril 2024*

[Géographie de la délinquance à l'échelle communale en 2023](#)

En 2023, comme les années précédentes, la délinquance commise à l'échelle communale et enregistrée par les services de police et de gendarmerie nationales est concentrée dans un nombre limité de communes.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *SSMSI, Interstats Analyse n° 66 – Mars 2024*

[Insécurité et délinquance en 2023 : bilan statistique complet](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*

Source : *SSMSI – Juillet 2024*

[Atlas départemental de la délinquance enregistrée en 2023](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *SSMSI – Juillet 2024*

[Géographie départementale de la délinquance enregistrée en 2023](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna*

Source : *SSMSI, Interstats Analyse n° 65 – Janvier 2024*

[Bases statistiques communale, départementale et régionale de la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie nationales](#)

Actualisation en continu

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SSMSI – 2024

[Cartes et graphiques sur la délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie nationales](#)

Datavisualisation de données par commune ou arrondissement

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SSMSI - 2023

[Les violences physiques hors cadre familial enregistrées par les services de sécurité en 2021](#)

Les victimes des violences physiques hors cadre familial sont majoritairement des hommes (74 %) et beaucoup sont de jeunes adultes (47 % ont entre 15 et 34 ans). Ces violences se produisent surtout dans des espaces publics extérieurs (43 %), mais le lieu de commission de ces violences varie en fonction de l'âge et du sexe des victimes. Les départements d'outre-mer affichent les plus forts taux de victimes enregistrées par habitant, les autres taux variant selon le degré d'urbanisation du département.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SSMSI, Interstats Analyse n° 58 – Avril 2023

4. 10 Équipements et services dans les territoires

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Le nouveau zonage en bassins de vie 2022 : 1 700 bassins de vie façonnent le territoire national](#)

Les bassins de vie sont définis comme les plus petits territoires au sein desquels les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Analyse n° 83 – Avril 2023

[Dénombrements des équipements en 2023 \(commerce, services, santé...\)](#)

La base permanente des équipements (BPE) est une source statistique qui fournit le niveau d'équipements et de services accessibles à la population sur un territoire. Les

résultats sont proposés sous forme de jeux de données pour des niveaux géographiques allant de la commune ou l'IRIS jusqu'à la région, en intégrant des zonages d'étude (aire d'attraction des villes 2020, unité urbaine 2020, bassins de vie 2022). L'offre comprend également une base de données géolocalisée au niveau équipement.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, chiffres détaillés – Juillet 2024

4. 11 Prix à la consommation

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Indices mensuel des prix à la consommation](#)

Résultats par regroupement de produits et produits détaillés (COICOP) – indicateurs sur chacun des 5 DROM.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Séries chronologiques – 2024

[En 2022, les prix restent plus élevés dans les DOM qu'en France métropolitaine, en particulier pour les produits alimentaires](#)

En 2022, les prix à la consommation sont plus élevés dans les départements d'outremer (DOM) qu'en France métropolitaine : de 9 % à La Réunion à 16 % en Guadeloupe. Pour tous les DOM, les écarts de prix ont augmenté par rapport à 2015. Les écarts s'expliquent avant tout par la cherté des biens et en particulier des produits alimentaires, pour lesquels les prix payés par les ménages sont de 30 % à 42 % plus élevés. Les écarts sont plus faibles pour les services, qui restent cependant globalement plus chers Outre-mer, notamment les services de communication. Ces comparaisons se font sur la base d'une méthode tenant compte des différences de paniers de consommation moyens entre chaque DOM et la France métropolitaine.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Première n° 1958 – Juillet 2023

Guadeloupe

[En Guadeloupe, les produits alimentaires sont 42 % plus chers qu'en France métropolitaine](#)

En 2022, l'écart de prix entre la Guadeloupe et la France métropolitaine atteint +16 %. Cet écart prend en compte les différences de mode de consommation des ménages selon les territoires et est en légère hausse par rapport à 2015. L'écart de prix est particulièrement élevé pour l'alimentation (+42 %), l'un des premiers postes de consommation des Guadeloupéens. Les prix de la santé, qui représentent 14 % des dépenses d'un ménage guadeloupéen, sont également plus élevés de 16 %. L'écart de prix pour les services de communication est particulièrement élevé avec la France métropolitaine (+36 %). En revanche,

Source : *Insee Analyses Guadeloupe n° 73 – Juillet 2023*

[L'indice mensuel des prix à la consommation en Guadeloupe](#)

En juin 2024, les prix à la consommation sont de nouveau stables en Guadeloupe. Les prix des produits manufacturés augmentent de 0,3 % et ceux de l'énergie diminuent de 1,2 %. Les prix de l'alimentation et ceux des services sont stables. Sur les douze derniers mois, les prix augmentent de 3,7 % en Guadeloupe et de 2,2 % pour l'ensemble de la France.

Source : *Insee Flash Guadeloupe n° 205 – Juillet 2024*

Martinique

[En Martinique, les produits alimentaires sont 40 % plus chers qu'en France métropolitaine](#)

En 2022, l'écart de prix entre la Martinique et la France métropolitaine atteint +14 %. Cet écart prend en compte les différences de mode de consommation des ménages selon les territoires et est en légère hausse par rapport à 2015. L'écart de prix est particulièrement élevé pour l'alimentation (+40 %), l'un des premiers postes de consommation des Martiniquais. Les prix de la santé, qui représentent 12 % des dépenses d'un ménage martiniquais, sont également plus élevés de 13 %. L'écart de prix pour les services de communication est particulièrement élevé avec la France métropolitaine (+37 %).

Source : *Insee Analyses Martinique n° 63 – Juillet 2023*

[L'indice mensuel des prix à la consommation en Martinique](#)

En juin 2024, les prix à la consommation diminuent de 0,2 % en Martinique, après -0,3 % en mai. Les prix de l'alimentation sont en hausse (+0,3 %) contrairement aux prix de

l'énergie (-1,5 %) et des services (-0,2 %). Les prix des produits manufacturés sont stables. Sur les douze derniers mois, les prix augmentent de 3,2 % en Martinique et de 2,2 % pour l'ensemble de la France.

Source : *Insee Flash Martinique n° 204 – Juillet 2024*

Guyane

En Guyane, les produits alimentaires sont 39 % plus chers qu'en France métropolitaine

En 2022, l'écart de prix entre la Guyane et la France métropolitaine atteint +14 %. Cet écart prend en compte les différences de mode de consommation des ménages selon les territoires et est en légère hausse par rapport à 2015. L'écart de prix est particulièrement élevé pour l'alimentation (+39 %), l'un des premiers postes de consommation des Guyanais. Les prix de la santé, qui représentent 9 % des dépenses d'un ménage guyanais, sont plus élevés de 17 %. L'écart de prix pour les services de communication est particulièrement élevé avec la France métropolitaine (+35 %). En revanche, les écarts de prix sont moins accentués pour le logement et les transports.

Source : *Insee Analyses Guyane n° 63 – Juillet 2023*

L'indice mensuel des prix à la consommation en Guyane

En juin 2024, les prix à la consommation sont de nouveau stables en Guyane. Les prix des services sont en hausse (+0,6 %), contrairement aux prix de l'énergie (-1,4 %). Les prix de l'alimentation et ceux des produits manufacturés sont stables. Sur les douze derniers mois, les prix augmentent de 3,7 % en Guyane et de 2,2 % pour l'ensemble de la France.

Source : *Insee Flash Guyane n° 192 – Juillet 2024*

La Réunion

Des prix plus élevés de 9 % à La Réunion, jusqu'à 37 % pour l'alimentaire

En 2022, les prix sont plus élevés de 9 % à La Réunion par rapport à la France métropolitaine. D'une part, acheter un panier de biens et services composé selon les habitudes de consommation d'un ménage vivant en France métropolitaine coûte 12 % plus cher sur l'île que dans l'Hexagone. D'autre part, acheter à La Réunion un panier reflétant les habitudes locales de consommation coûte 6 % plus cher que s'il était acheté dans l'Hexagone. L'alimentation explique en premier lieu cet écart des prix entre les deux territoires. Se nourrir coûte en effet bien plus cher sur l'île que dans l'Hexagone (+37 %).

Source : Insee Analyses Réunion n° 83 – Juillet 2023

L'indice mensuel des prix à la consommation à La Réunion

En juin 2024, l'indice des prix à la consommation recule de 0,4 % à La Réunion, après une hausse de 0,2 % en mai. Les prix de l'alimentation reculent pour le troisième mois consécutif, ceux des services et de l'énergie repartent à la baisse, tandis que les prix des produits manufacturés et du tabac augmentent.

Source : Insee Flash Réunion n° 276 – Juillet 2024

Mayotte

À Mayotte, des prix plus élevés de 10 % , jusqu'à 30 % pour l'alimentaire – comparaison des prix avec la France métropolitaine en 2022

En 2022, les prix sont plus élevés de 10 % à Mayotte par rapport à la France métropolitaine (hors loyers). L'écart de prix avec l'Hexagone est plus marqué qu'à La Réunion, mais moins qu'aux Antilles et en Guyane. D'une part, acheter un panier de biens et services composé selon les habitudes de consommation d'un ménage vivant en France métropolitaine coûte 18 % plus cher à Mayotte que s'il était acheté dans l'Hexagone. D'autre part, acheter un panier reflétant les habitudes mahoraises de consommation coûte 3 % plus cher à Mayotte qu'en France métropolitaine. L'écart des prix entre le territoire mahorais et l'Hexagone s'explique en premier lieu par la cherté des produits alimentaires : ils coûtent 30 % de plus à Mayotte.

Source : Insee Analyses Mayotte n° 34 – Juillet 2023

L'indice des prix à la consommation à Mayotte

En juin 2024, l'indice des prix à la consommation est stable à Mayotte. Les hausses de prix des services et des produits manufacturés compensent les baisses de prix de l'énergie, de l'alimentation et du tabac.

Source : Insee Flash Mayotte n° 176 – Juillet 2024

Saint-Martin

À Saint-Martin, les produits alimentaires sont 47 % plus chers qu'en France métropolitaine

En 2022, l'écart de prix entre Saint-Martin et la France métropolitaine atteint +12 %. Cet écart masque toutefois des disparités selon les postes de dépenses. L'écart de prix est particulièrement élevé pour l'alimentation (+47 %).

Source : *Insee Flash Guadeloupe n° 187 - Juillet 2023*

Saint-Pierre-et-Miquelon

[L'indice trimestriel des prix à la consommation à Saint-Pierre-et-Miquelon](#)

Source : *Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon – Juillet 2024*

Nouvelle-Calédonie

[En 2022, les prix en Nouvelle-Calédonie demeurent près d'un tiers plus élevés qu'en France métropolitaine](#)

En 2022, les prix à la consommation sont plus élevés en Nouvelle-Calédonie qu'en France métropolitaine de 3 %. Les différentiels de prix tiennent compte des modes de vie propres à chacun des territoires comparés. Ainsi, un ménage métropolitain qui conserverait ses habitudes de consommation en Nouvelle-Calédonie augmenterait ses dépenses de 43 %.

Source : *Isee, Synthèse n° 70 – Septembre 2023*

[En 2022, les prix décollent en Nouvelle-Calédonie. Toutefois, l'inflation reste modérée au regard des autres pays.](#)

En 2022, le niveau moyen de l'inflation en Nouvelle-Calédonie s'établit à 3,7 % sur un an. Il dépasse pour la première fois la barre des 3 %, pour se fixer bien au-dessus de la moyenne des dix dernières années (0,7 %). Le niveau de l'inflation en Nouvelle-Calédonie reste bien en-dessous de la situation dans bon nombre de pays ; en particulier, dans les pays avec lesquels le territoire commerce le plus, ou les pays voisins de la zone Pacifique.

Source : *Isee, Synthèse n° 70 – Septembre 2023*

[Indice mensuel des prix à la consommation](#)

Les prix augmentent de 1,3 % en juin, largement tirés par la hausse record des prix de l'alimentation. Sur douze mois, la hausse est de 1,4 %.

Source : *Isee, Conjoncture – 2024*

Polynésie française

[Des prix plus élevés de 31 % en Polynésie française qu'en France métropolitaine en 2022](#)

En 2022, les prix à la consommation entre la Polynésie française et la France métropolitaine demeurent plus élevés de 31 %, en considérant un panier de consommation moyen comparable et intermédiaire entre les structures de consommation des deux territoires. En 2016, à méthode identique, cet écart s'élevait à 39 %.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n° 1391 – Octobre 2023

[Bilan des prix 2023](#)

En Polynésie française, l'indice des prix à la consommation augmente de 0,6 % en glissement annuel entre décembre 2022 et décembre 2023. Ainsi, après une hausse particulièrement forte en 2022 (+ 8,5 % sur douze mois glissants), l'inflation ralentit en 2023.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n° 1420 – Avril 2024

Wallis-et-Futuna

[L'indice trimestriel des prix à la consommation à Wallis-et-Futuna](#)

Source : STSEE – 2024

4. 12 Activité productrice et démographie des entreprises

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Les créations d'entreprises en 2023](#)

En 2023, le niveau des créations d'entreprises en France reste élevé, avec 1 051 500 nouvelles entreprises créées. Après une forte croissance entre 2016 et 2021, le nombre de créations d'entreprises tend à se stabiliser : il diminue de 1 % en 2023 après une hausse de 1 % l'année précédente.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : Insee première n° 1984 – Février 2024

[Établissements actifs employeurs selon la taille fin 2021](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : *Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion*

Source : *Insee chiffres détaillés – Août 2023*

[Démographie des entreprises et des établissements pour les années 2006 à 2021](#)

Fichiers détail sur les créations et les stocks d'entreprises et d'établissements, par région, département, commune.

Territoires : *Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee, Chiffres détaillés (répertoire des entreprises et des établissements) – Mars 2024*

[Les espaces dédiés à l'activité économique regroupent la moitié de l'emploi salarié privé](#)

L'espace dédié à l'activité économique est regroupé dans 13 700 zones qui accueillent la moitié de l'emploi salarié privé. Les établissements concernés ont en moyenne un nombre de salariés 2,8 fois plus élevé qu'ailleurs et ces emplois sont surreprésentés dans les couronnes des grandes agglomérations. Plus du quart des emplois salariés dans ces établissements relèvent de l'industrie.

Territoires : *Martinique, La Réunion*

Source : *Insee Première - n° 1960 – Juillet 2023*

Guadeloupe

[En Guadeloupe, les unités légales génèrent 7,6 milliards d'euros de production marchande en 2021, pour 2,9 milliards d'euros de valeur ajoutée](#)

En Guadeloupe, les sociétés de droit privé sont prédominantes. Le territoire a une économie fortement spécialisée dans le commerce. En 2021, les unités légales dégagent une valeur ajoutée de 2,9 milliards. Le taux d'endettement des sociétés atteint 31,9 %. Cette même année, 165 sociétés font l'objet d'une liquidation, en repli de 4 % par rapport à 2020.

Source : *Insee Analyses Guadeloupe n° 75 – Novembre 2023*

[En Guadeloupe, huit entreprises sur dix créées par des femmes en 2018 sont encore actives trois ans après leur création](#)

En Guadeloupe, trois ans après leur création, 83 % des entreprises créées par des femmes au premier semestre 2018, hors régimes du micro-entrepreneur, sont encore actives. À la création, le règlement des formalités administratives est la principale

difficulté rencontrée par les femmes. Le statut de l'entreprise et l'expérience de la créatrice sont des facteurs favorables à la pérennité de l'entreprise. À l'inverse, bénéficier d'un appui ou d'un entourage entrepreneurial influence peu la pérennité. Le développement de ces jeunes entreprises dépend du niveau des investissements et des actions commerciales menées.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n° 79 – Mars 2024

Martinique

[En Martinique, les unités légales génèrent 7,8 milliards d'euros de production marchande en 2021, pour 3,3 milliards d'euros de valeur ajoutée](#)

En Martinique, les sociétés de droit privé sont prédominantes. Le territoire a une économie fortement spécialisée dans le commerce. En 2021, les unités légales dégagent une valeur ajoutée de 3,3 milliards. Le taux d'endettement des sociétés atteint 28,2 %. Cette même année, 211 sociétés font l'objet d'une liquidation, en repli de 15 % par rapport à 2020.

Source : Insee Analyses Martinique n° 65 – Novembre 2023

[En Martinique, plus de huit entreprises sur dix créées par des femmes en 2018 sont encore actives trois ans après leur création](#)

En Martinique, trois ans après leur création, 85 % des entreprises créées par des femmes au premier semestre 2018, hors régime du micro-entrepreneur, sont encore actives. À la création, le règlement des formalités administratives est la principale difficulté rencontrée par les femmes. Le statut de l'entreprise et l'expérience de la créatrice sont des facteurs favorables à la pérennité de l'entreprise. À l'inverse, bénéficier d'un entourage entrepreneurial ou posséder des diplômes influencent peu la pérennité. Le développement de ces jeunes entreprises dépend du niveau des investissements et des actions commerciales menées.

Source : Insee Analyses Martinique n° 69 – Mars 2024

Guyane

[En Guyane, les unités légales génèrent 3,5 milliards d'euros de production marchande en 2021, pour 1,4 milliard d'euros de valeur ajoutée](#)

En Guyane, les sociétés de droit privé sont prédominantes. Le territoire a une économie fortement spécialisée dans le commerce. En 2021, les unités légales dégagent une valeur ajoutée de 2,1 milliards. Le taux d'endettement des sociétés atteint 34,6 %. Cette

même année, 211 sociétés font l'objet d'une liquidation, en repli de 15 % par rapport à 2020.

Source : *Insee Analyses Guyane n° 65 – Novembre 2023*

[En Guyane, près de neuf entreprises sur dix créées par des femmes en 2018 sont encore actives trois ans après leur création](#)

En Guyane, trois ans après leur création, 86 % des entreprises créées par des femmes au premier semestre 2018, hors régime du micro-entrepreneur, sont encore actives. Le statut de l'entreprise, l'expérience de la créatrice et l'entourage entrepreneurial sont des facteurs favorables à la pérennité de l'entreprise. À l'inverse, la formation et l'âge au moment de la création influence peu la pérennité. Le développement de ces jeunes entreprises dépend du niveau des investissements et des actions commerciales menées.

Source : *Insee Flash Guyane n° 185 – Mars 2024*

La Réunion

[Les unités légales réunionnaises créent 8,7 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2021](#)

Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises 2021. En 2021, les unités légales réunionnaises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers créent 8,7 milliards d'euros de valeur ajoutée, pour un chiffre d'affaires de 28,9 milliards d'euros. Leur investissement s'élève à 2,3 milliards d'euros.

Source : *Insee Analyses La Réunion n° 85 – Novembre 2023*

[Entreprises créées en 2018 à La Réunion : Hausse de la pérennité à trois ans mais des signes de fragilité](#)

À La Réunion, 79 % des sociétés et entreprises individuelles (hors micro-entreprises) créées en 2018 sont encore en activité en 2021 trois ans après leur création. Le taux de pérennité à trois ans augmente fortement par rapport à celui des entreprises créées en 2014 (68 %), et converge vers le niveau national.

Source : *Insee Analyses La Réunion n° 89 – Mai 2024*

Mayotte

Légère baisse des créations malgré l'essor continu du micro-entrepreneuriat

Créations d'entreprises à Mayotte en 2022. En 2022, le nombre de créations d'entreprises baisse légèrement à Mayotte : 1 762 entreprises sont créées, soit 2 % de moins qu'en 2021, année record. Ce recul résulte de la baisse du nombre de créations d'entreprises individuelles classiques. Dans le même temps, les créations d'entreprises individuelles sous le régime de micro-entrepreneur mis en place en 2020 continuent de progresser, comme celles des sociétés.

Source : *Insee Flash Mayotte n° 161 – Août 2023*

Les unités légales mahoraises du secteur formel créent 830 millions d'euros de valeur ajoutée

Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises 2021. En 2021, les unités légales mahoraises marchandes non agricoles et non financières du secteur formel créent 830 millions d'euros de valeur ajoutée, pour un chiffre d'affaires de 2,7 milliards d'euros. Leur investissement s'élève à 360 millions d'euros.

Source : *Insee Analyses Mayotte n° 36 – Décembre 2023*

Polynésie française

Le secteur du Bâtiment et travaux publics en 2022

En 2022, l'activité du secteur du Bâtiment et des travaux publics (BTP) progresse par rapport à l'année précédente, dans un contexte inflationniste qui impacte l'ensemble des intrants de la construction. L'augmentation du chiffre d'affaires de 5 % est imputable uniquement au génie civil, les autres branches d'activité étant en retrait.

Source : *ISPF, Points Etudes et Bilans Polynésie française n°1375 – Octobre 2023*

Les créations d'entreprises en 2022

En 2022, le nombre de créations d'entreprises nouvelles dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (dit champ ICS) progresse de 3 % par rapport à 2021, avec plus de 3 800 créations. Le stock total d'entreprises actives augmente de 6 % du fait des créations toujours supérieures aux radiations. Les créations s'accroissent dans le secteur tertiaire et dans tous les archipels.

Source : *ISPF, Points Etudes et Bilans Polynésie française n° 1405 – Décembre 2023*

4. 13 Recherche et développement

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Open data de l'enseignement supérieur, recherche et innovation](#)

Plus d'une centaine de jeux de données avec une recherche par mots clés

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Martin, Wallis-et-Futuna*

Source : MESR et SIES – 2024

[Financement de la recherche et de l'enseignement supérieur par les collectivités territoriales entre 2020 et 2023](#)

Tous les 2 ans, l'enquête auprès des collectivités territoriales recense les dépenses de chacune d'entre elles dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Sont interrogés : les conseils régionaux, les conseils départementaux et assimilés, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à financement propre d'une population totale de plus de 50 000 habitants et les communes de plus de 30 000 habitants. La caractéristique principale des DROM-COM est le fléchage beaucoup plus important du budget Enseignement supérieur & vie étudiante vers l'aide aux étudiants.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*

Source : MESR et SIES, Note flash du SIES n° 7 – Avril 2024

La Réunion

[Le crédit d'impôt recherche en 2020](#)

Données régionalisées du crédit d'impôt recherche en 2020 (données semi-définitives).

Source : MESR – Sies – Novembre 2023

4. 14 Tourisme

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Tourisme en 2024

Hébergements touristiques – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Insee, Chiffres détaillés – Février 2024*

Une saisonnalité très faible de l'emploi touristique dans les départements d'outre-mer

En 2019, l'emploi touristique représente 10 % de l'emploi marchand en Martinique et 8 % en Guadeloupe, soit davantage que pour l'ensemble de la France (6 %). Cette part est de 6 % à La Réunion et de 4 % en Guyane. En Outre-mer, avec un climat favorable et des attraits touristiques tout au long de l'année, cet emploi est très peu saisonnier, contrairement aux départements métropolitains les plus comparables. Le commerce de détail est le premier secteur employeur pour les emplois liés à la présence de touristes (plus de quatre emplois touristiques sur dix), devant l'hébergement-restauration (trois sur dix).

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee Focus n° 295 – Avril 2023*

Guadeloupe

8 000 emplois liés au tourisme en Guadeloupe en 2019

Les activités liées au tourisme regroupent 8 000 emplois salariés ou non salariés en 2019. Les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration rassemblent un tiers de ces emplois. Ces deux secteurs génèrent 144 millions d'euros de valeur ajoutée. Si la crise sanitaire fait baisser de moitié les nuitées dans les hôtels, les réservations de meublés de tourisme hébergés sur des plateformes résistent bien, au point de représenter plus d'une nuitée sur deux en 2021. La crise de la Covid-19 modifie les habitudes des touristes qui restent plus longtemps durant leurs séjours.

Source : *Insee Analyses Guadeloupe n° 65 – Février 2023*

Martinique

[Les activités liées au tourisme génèrent 9 500 emplois en Martinique en 2019](#)

En 2019, les activités liées au tourisme sont à l'origine de 9 500 emplois directs. Ces emplois touristiques placent la région au second rang national en termes de part dans l'emploi du secteur marchand. Les activités de commerce concentrent près de la moitié des emplois touristiques. La moyenne d'âge des travailleurs du tourisme est particulièrement élevée. Comparé à 2019, la fréquentation des meublés touristiques progresse en 2022 contrairement à celle des hôtels.

Source : *Insee Analyses Martinique n° 68 - décembre 2023*

Mayotte

[Hausse de l'offre de chambres et du taux d'occupation](#)

En 2023, la fréquentation hôtelière à Mayotte atteint 161 900 nuitées. L'offre de chambres croît de 45 % par rapport à 2022, en lien avec l'évolution du parc d'hébergements. Le taux d'occupation des chambres augmente de 3 points pour atteindre 78 %.

Source : *Insee Flash Mayotte n° 173 – Mai 2024*

Nouvelle-Calédonie

[Principales données sur le tourisme](#)

Données de conjoncture concernant le tourisme.

Source : *Isee – 2024*

[En 2022, la Nouvelle-Calédonie retrouve 60 % de sa clientèle touristique d'avant crise sanitaire](#)

En 2022, 78 850 touristes internationaux se sont rendus sur le territoire. En atteignant 60 % de son niveau de 2019 - dernière année de pleine activité avant la pandémie de Covid-19 - le niveau de fréquentation a dépassé les objectifs de reprise, fixés par les professionnels à 25 % pour l'année 2022.

Source : *ISEE, Conjoncture – Avril 2023*

Polynésie française

[Tableau de bord Tourisme 2023](#)

En 2023, la Polynésie française a accueilli 261 813 touristes, soit 19,7 % de plus par rapport à 2022. Ce résultat n'a jamais été observé dans l'histoire du tourisme polynésien. La hausse de fréquentation s'observe sur tous les types d'hébergements qu'ils soient terrestres (+ 24 %) ou flottants (+ 3 %) sur un an.

Source : ISPF – EFT, Points Conjoncture – Juillet 2024

[Les dépenses des touristes internationaux en 2022 retrouvent leur niveau d'avant-crise](#)

En 2022, 219 000 touristes non-résidents ont visité la Polynésie française et consommé près de quatre millions de nuitées touristiques. Ils ont dépensé 77 milliards de F.CFP au cours de leur séjour (contre 65 milliards en 2018 et 27 milliards en 2021), soit plus de cinq fois la valeur des exportations de produits locaux qui s'élève à 15 milliards de F.CFP.

Source : Points Études et Bilans n° 1393 – Octobre 2023

4. 15 Énergie

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Données régionales de production et de consommation finale de l'énergie](#)

Retrouvez l'essentiel des données disponibles sur l'énergie dans les régions de la France métropolitaine et des DROM, qu'il s'agisse de production ou de consommation finale. Pour les DROM, les données couvrent les années 2013 à 2021.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Octobre 2023

Guadeloupe

[Bilan de l'énergie 2022](#)

Source : Observatoire régionale de l'énergie et du climat Guadeloupe, Août 2023

La Réunion

[Bilan énergétique 2022 de l'île de La Réunion](#)

Source : *Observatoire Énergie Réunion – Août 2023*

Polynésie française

[Bilan énergétique 2022](#)

Source : *Observatoire polynésien de l'énergie – 2024*

Wallis-et-Futuna

[L'eau et les hydrocarbures](#)

Source : *STSEE, Statistiques diverses – 2024*

4. 16 Environnement et développement durable

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Chiffres clés des énergies renouvelables - Édition 2023](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *SDES– Octobre 2023*

[Indicateurs territoriaux de développement durable](#)

Les indicateurs territoriaux de développement durable (ITDD) ont été mis à jour. Outre l'ajout de nouveaux millésimes (répertoriés dans la colonne « Evolutions décembre 2023 » du dictionnaire des ITDD), de nouveaux indicateurs ont été ajoutés, certains ont été modifiés et d'autres ont été supprimés conformément aux préconisations d'un groupe d'utilisateurs des ITDD.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee chiffres détaillés – Janvier 2024*

[Données de ventes de produits phytopharmaceutiques](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Eaufrance – 2024*

[Inventaire national du patrimoine naturel](#)

L’Inventaire national du patrimoine naturel (INPN) est le portail de la biodiversité et de la géodiversité françaises, de métropole et d’outre-mer. Il diffuse la connaissance sur les espèces animales, végétales et de la fonge, les milieux naturels, les espaces protégés et le patrimoine géologique. L’ensemble de ces données de référence, validées par des réseaux d’experts, sont mises à la disposition de tous, professionnels, amateurs et citoyens. Ce portail s’inscrit dans le cadre du Système d’information de la biodiversité (SIB) et du Système d’information de l’inventaire du patrimoine naturel (SINP), et s’intègre dans l’écosystème Naturefrance.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis-et-Futuna*

Source : *Eaufrance – 2024*

[Visualisation des indicateurs de développement durable dans les territoires](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Commissariat général au développement durable – 2023*

[Chiffres clés de la mer et du littoral - Édition 2024](#)

À partir d’une sélection de cartes et d’indicateurs clés commentés, ce recueil dresse un panorama synthétique des principaux usages des territoires littoraux et marins de l’Hexagone et des Outre-mer.

Territoires : *Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis-et-Futuna*

Source : *SDES – Avril 2024*

[Les prélèvements d’eau douce : principaux usages en 2020 et évolution depuis 25 ans en France](#)

Utilisant les données de la BNPE (base nationale des prélèvements d’eau) la publication présente les prélèvements d’eau par usages et par département et leurs évolutions.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *SDES – Juin 2023*

[L'irrigation des surfaces agricoles : évolution entre 2010 et 2020](#)

S'appuyant sur les données du recensement agricole de 2020 et de 2010, la publication décrit les évolutions de l'irrigation en France métropolitaine et donne un petit éclairage sur l'irrigation dans les DOM. Les données détaillées sur l'irrigation sont disponibles sur la cartographie d'Agreste.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *SDES – Février 2024*

[Bilan de la qualité de l'air extérieur en France en 2022](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Sdes – Décembre 2023*

[Les Français et les risques environnementaux](#)

En complément des données territorialisées sur les risques naturels et technologiques, des études sont menées depuis 2007 pour quantifier le sentiment d'exposition aux risques environnementaux des Français. Restituant les résultats de l'enquête réalisée en 2022, cette publication permet de mieux saisir la façon dont les Français appréhendent les risques auxquels ils pourraient être confrontés. Une fiche par DOM restitue les spécificités territoriales en termes de risque et perception du risque.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *SDES, les français et les risques environnementaux – Décembre 2023*

[Atlas cartographique des sites humides emblématiques évalués en France](#)

L'atlas recense, par grandes catégories de bassin, les dispositifs de protection et de gestion des 28 sites humides emblématiques d'Outre-mer et l'occupation de leur territoire. Cet atlas complète l'analyse de l'évaluation nationale conduite tous les dix ans dans le cadre du Plan national d'actions en faveur des milieux humides qui dresse l'état de santé des zones humides de France et leur évolution.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis-et-Futuna*

Source : *SDES – Août 2023*

[Données régionales de production et de consommation finale de l'énergie](#)

Retrouvez l'essentiel des données disponibles sur l'énergie dans les régions de la France métropolitaine et des DROM (départements et régions d'outre-mer), qu'il s'agisse de production ou de consommation finale. Pour les régions de la France métropolitaine, la nouvelle version intègre les données de consommation finale d'énergie par région de

2014 à 2021 après application des règles du secret statistique. Pour les DROM, les données couvrent les années 2013 à 2021.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *SDES – Octobre 2023*

Bilan environnemental de la France en 2023

Le bilan environnemental de la France offre chaque année un panorama des dépenses de protection de l'environnement ainsi qu'un aperçu de l'état des écosystèmes et des interactions entre l'environnement et l'économie.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *SDES, Dossier bilan environnemental de la France, édition 2023 – Mars 2024*

Chiffres clés des risques naturels

Ce recueil de chiffres clés sur les risques naturels produit par le service des données et études statistiques (SDES), en collaboration avec l'Observatoire national des risques naturels, dresse un panorama des risques naturels auxquels les territoires métropolitains et ultramarins sont exposés. Certains risques plus spécifiques aux Outre-Mer, Séisme, Volcanisme, Tsunami, Cyclone, sont décrits.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *SDES, Chiffres clés des risques naturels, édition 2024 – Janvier 2024*

La pollution chimique des cours d'eau et des plans d'eau en France de 2000 à 2020

Représentant une menace pour la production d'eau potable, la santé humaine et la biodiversité, la pollution chimique est largement surveillée dans les cours d'eau et plans d'eau de France. Les dispositifs de surveillance s'améliorent et permettent de dégager certaines tendances de long terme. Cette publication traite des pollutions à l'azote et au phosphore, aux pesticides et autres substances dangereuses.

Territoires : *Martinique, La Réunion*

Source : *SDES, Juin 2023*

La Réunion

À La Réunion, une même exposition aux risques et nuisances, quel que soit le niveau de vie

Bruits routiers, eau potable de mauvaise qualité, risque d'inondation ou de mouvements de terrain

Source : *Insee Analyses Réunion n° 84 – Octobre 2023*

4. 17 Transport

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Bilan annuel des transports en 2022](#)

En 2022, la croissance de l'activité économique française est atténuée par les tensions sur les marchés des matières premières qui suivent l'invasion de l'Ukraine et qui affectent tout particulièrement le secteur des transports. Pénalisée par la baisse de la production industrielle, la production des branches utilisatrices de transport ralentit tandis que le rebond des échanges extérieurs de transport, amorcé en 2021, se poursuit. Sous l'effet combiné de la reprise de l'activité et de fortes hausses de prix, notamment de l'énergie, la dépense de transports surpasse largement en 2022 son niveau de 2019 ; de même, le transport intérieur de voyageurs retrouve son allant d'avant-crise, en particulier dans le mode ferroviaire qui atteint un niveau inégalé. L'évolution du transport de marchandises est marquée par la vive croissance du transport maritime.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *SDES – Novembre 2023*

[Données sur le parc automobile français au 1er janvier 2023](#)

Statistiques par genre de véhicule, localisation (région, département, commune), caractéristiques techniques du véhicule, caractéristiques de l'utilisateur, kilométrage annuel moyen.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *SDES – Novembre 2023*

[Données 2023 sur les immatriculations des véhicules](#)

Données à l'échelon national, régional, départemental et communal. Des données relatives au statut de l'utilisateur complètent aussi les informations sur les véhicules particuliers à l'échelon communal.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *SDES – Mars 2024*

[Le trafic maritime en France : baisse du fret en 2023](#)

En 2023, le volume total de fret transitant par les ports français de métropole et d'outre-mer se chiffre à 326,1 millions de tonnes : il est en baisse de 4,3 % par rapport à 2022. Malgré un dynamisme entre 2021 et 2022, le trafic maritime de fret peine à retrouver les

niveaux d'avant la crise sanitaire. Le tonnage total transitant par les ports de commerce français est supérieur de 0,5 % à celui de 2021 et demeure inférieur de 9,3 % à celui de 2019.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *SDES – Juillet 2024*

[Résultats d'activité des aéroports français en 2023](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin*

Source : *Union des aéroports français et francophones associés – Mars 2024*

Guadeloupe

[Le complexe industrialo-portuaire de la Guadeloupe génère directement 2 300 emplois en 2020](#)

Onzième port français en termes de tonnage, le Grand Port Maritime de la Guadeloupe gère les infrastructures indispensables au fret de marchandises de l'archipel. Avec lui, 132 entreprises forment le complexe industrialo-portuaire guadeloupéen. Ensemble, elles emploient 2 300 salariés, soit 1,9 % de l'emploi salarié de la Guadeloupe en 2020. Les entreprises du complexe industrialo-portuaire dégagent une richesse de 338,5 millions d'euros, soit 7,7 % de la valeur ajoutée du secteur marchand de l'île. La consommation des salariés de ces entreprises et de leurs familles génère en outre 1 200 emplois induits.

Source : *Insee Analyses Guadeloupe n 76 – Novembre 2023*

[Bilan carbone 2021](#)

Source : *Observatoire régionale de l'énergie et du climat Guadeloupe – Août 2023*

La Réunion

[Le complexe industrialo-portuaire de La Réunion génère 5 700 emplois salariés en 2019](#)

En 2019, les 355 entreprises du complexe industrialo-portuaire de La Réunion emploient 5 670 salariés, dont 55 % dans le domaine maritime. Elles génèrent une valeur ajoutée de 571,3 millions d'euros, dont 60 % dans le domaine non maritime. Les trois quarts des entreprises liées au port en 2016 sont toujours en activité en 2019.

Source : *Insee Analyses La Réunion n 81 – Mai 2023*

4. 18 Agriculture

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Les subventions à l'agriculture et à la pêche en outre-mer](#)

Les subventions à l'agriculture ultramarine s'établissent à 600 M€ en 2021. Inégalement réparties entre filières et territoires, elles bénéficient principalement aux filières d'export, sucre et banane, historiquement présentes aux Antilles et à La Réunion.

Territoires : *Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte*

Source : *Cour des comptes – Septembre 2023*

[Graph'Agri 2023 – département d'outre-mer](#)

La publication présente, au travers d'une succession de thèmes (utilisation du territoire, exploitations, emploi, résultats économiques, entreprises, commerce extérieur), une synthèse des dernières informations disponibles.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Agreste – Février 2024*

[Enquête Aquaculture 2022](#)

Réalisée en 2022, l'enquête Aquaculture 2021 mesure le volume et la valeur de la production aquacole en France pour l'exercice comptable 2021. Elle évalue également l'emploi concerné par ces activités. Elle intègre pour la première fois dans son champ les départements d'outre-mer.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Agreste, Chiffres et données n° 2024-3 – Mars 2024*

[Mémento de la statistique agricole, édition 2023](#)

Tableaux, cartes et graphiques présentent les chiffres essentiels sur l'agriculture, la forêt, la pêche et les industries agroalimentaires en France et dans les DOM.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Agreste, Memento – Avril 2024*

[Recensement agricole 2020 : cartes sous géoclip](#)

Cartes et tableaux à façon, au niveau national, régional, départemental et communal pour plusieurs indicateurs, pour l'année 2020 et en évolution 2010-2020.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : Agreste – 2022

[Recensement Agricole 2020 : 42 exploitations à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin](#)

Les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy ont été enquêtées dans le cadre du recensement agricole au même titre que les départements d'outre-mer. En 2020, 42 exploitations sont recensées pour une surface agricole totale de 228 hectares. Le nombre d'exploitations diminue à Saint-Martin et augmente à Saint-Barthélemy sur des surfaces en régression pour les deux territoires. Les structures des exploitations agricoles et leurs dynamiques sont très différentes d'un territoire à l'autre.

Territoires : *Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon*

Source : Agreste Guadeloupe, Études n° 2022-5 – Août 2022

[Enquête Pratiques culturales en grandes cultures 2021 - IFT et nombre de traitements](#)

L'enquête sur les Pratiques culturales en grandes cultures 2021 s'inscrit dans le dispositif plus large des enquêtes sur les « Pratiques culturales », outil majeur de description des itinéraires techniques des agriculteurs. Elle succède aux enquêtes sur les Pratiques culturales en grandes cultures réalisées sur les campagnes agricoles 1986, 1994, 2001, 2006, 2011 et 2017. Les données relatives aux départements d'outre-mer concernent la culture de la canne à sucre.

Territoires : *Guadeloupe, La Réunion, Martinique*

Source : Agreste – Avril 2024

[Valeur Vénale des Terres en 2022](#)

Prix des terres libres (dominante et valeurs minimales et maximales) en 2022 par Petite Région Agricole. La source d'information privilégiée est constituée par les notifications aux SAFER. Cette source peut être complétée, notamment dans le cas où le nombre de transactions est faible, par d'autres renseignements obtenus auprès de divers experts (notaires, administration de l'enregistrement et des domaines, experts fonciers, correspondants agricoles des Directions Départementales des Territoires, Crédit Agricole, etc.).

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, La Réunion*

Source : Agreste – Juillet 2023

Guadeloupe

[Recensement Agricole 2020 : résultats définitifs](#)

Toutes les études et chiffres clés du dernier recensement agricole en Guadeloupe.

Source : Agreste Guadeloupe – 2024

[Recensement Agricole 2020 : les exploitations cultivant de la banane « export » en Guadeloupe](#)

Différents chiffres clés sur les exploitations de bananes

Source : Agreste Guadeloupe, Études – Juillet 2023

[RICA 2022 : résultats économiques des exploitations agricoles de la Guadeloupe en 2022](#)

En 2022, les exploitations agricoles de la Guadeloupe présentent un résultat courant avant impôt (RCAI) par actif non salarié de 38 200 € toutes orientations de production confondues. Les exploitations prises en compte dans le champ RICA représentent en Guadeloupe 2 040 exploitations, soit 28 % de l'ensemble des exploitations agricoles recensées en 2020.

Source : Agreste Guadeloupe – Avril 2024

Martinique

[Recensement Agricoles 2020 : Fiches territoriales détaillés](#)

Ensemble de fiches thématiques et de tableaux de données

Source : Agreste Martinique – Janvier 2024

[Recensement Agricole 2020 : résultats définitifs](#)

Toutes les études du dernier recensement agricole en Martinique.

Source : Agreste Martinique – 2024

[Recensement Agricole 2020 : commercialisation en circuits courts](#)

En 2020, la vente en circuit court concerne près des deux tiers des exploitations de Martinique et 80 % des exploitations conduites en bio. Les apiculteurs, les horticulteurs et les maraîchers commercialisent plus souvent via ce mode. La vente directe à la ferme est le circuit court le plus répandu.

Source : Agreste Martinique – Septembre 2023

Guyane

[Recensement agricole 2020 : en Guyane, 6 135 exploitations agricoles valorisent 36 400 hectares de superficie agricole utilisée](#)

En 2020, la Guyane compte 6 135 exploitations agricoles et 36 400 hectares de superficie agricole utilisée, soit en moyenne 5,9 hectares par exploitation. La main-d'œuvre employée en agriculture représente plus de 12 600 équivalents temps plein.

Source : Agreste Guyane, Études – Janvier 2022

La Réunion

[Recensement agricole 2020 : résultats définitifs](#)

Études, vidéos, chiffres clés par commune du dernier recensement agricole.

Source : Agreste La Réunion – 2024

[Typologie des exploitations fruits et légumes et commercialisation](#)

En 2020, 3 474 producteurs de fruits et de légumes valorisent près de 15 000 hectares de surface agricole utile (SAU) dont 5 000 ha de verger ou de légumes avec quatre principaux types de producteurs.

Source : Agreste La Réunion – Études n° 4 Mars 2024

[Les exploitations cannières en 2021](#)

Le RICA est une enquête annuelle qui permet de recueillir les données comptables et technico-économiques des exploitations agricoles. En 2021, elle analyse 37 exploitations spécialisées produisant de la canne à La Réunion. Le résultat courant avant impôt par équivalent temps plein s'établit en moyenne à 20 851 €, en baisse de 17,2 % par rapport à la campagne 2020. La valeur de la production est en premier lieu impactée avec une baisse de -11 % entre 2020 et 2021. De plus, les consommations intermédiaires progressent de 2 % lors de la même période. Au final, cela se traduit par une forte baisse du solde disponible par exploitation soit 23 073 € par équivalent temps plein (ETP).

Source : Agreste La Réunion, Études Rica – Novembre 2023

[Memento agricole 2023](#)

Chiffres clés 2022 de l'agriculture dans la région.

Source : Agreste La Réunion, Mémento – Novembre 2023

Mayotte

[Recensement agricole 2020 : résultats définitifs](#)

Études et fiches territoriales du premier recensement agricole mis en œuvre à Mayotte sur la base de critères communs à l'ensemble des départements français, notamment par la définition de ce qu'est une « exploitation agricole » ; celle-ci commercialisant nécessairement tout ou partie de sa production, quelles qu'en soient les modalités.

Source : Agreste Mayotte – 2023

[Recensement Agricole 2020 : Main d'oeuvre et externalisation des travaux](#)

En 2020, 9 072 personnes travaillent de façon permanente dans les exploitations mahoraises. Le volume total de travail agricole mobilisé par ces exploitations est estimé à 6 255 équivalents temps plein (ETP) et génère essentiellement des emplois permanents, qui en représentent 89 %.

Source : Agreste Mayotte, Études n° 4 – Mars 2023

[Mémento 2022](#)

Données sur les exploitations agricoles, les productions végétales et animales, les importations agricoles et alimentaires, les évolutions des prix des produits locaux, la formation agricole, etc. à Mayotte.

Source : Agreste Mayotte, Memento – Juin 2023

Polynésie française

[Les premiers résultats du recensement général de l'agriculture 2023](#)

En Polynésie française, 4 080 exploitations agricoles ont été recensées lors du recensement général de l'agriculture 2023. Parmi elles, près de 1 200 sont des exploitations exclusivement dédiées au coprah. La surface agricole utilisée pour les cultures végétales, hors cocoteraies, est de 3 135 ha, soit 0,8 % de la surface totale de la Polynésie française. La main-d'œuvre agricole s'élève à 5 050 équivalents temps plein pour environ 9 500 personnes participant au travail agricole.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n 1427 – Juillet 2024

[Bilan de la pêche en 2022](#)

En 2022, la production de pêche de capture progresse de 6,7 % par rapport à 2021, en lien avec la hausse des volumes de pêche hauturière du thon germon (+ 55 %) et du

thon obèse (+ 33 %). La flottille de pêche hauturière enregistre l'arrivée de neuf nouveaux navires et le nombre d'hameçons posés progresse. Les volumes de pêche côtière augmentent aussi, alors que la production aquacole recule.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n° 1411 – Mars 2024

4. 19 Finances publiques locales

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Les finances des groupements de communes à fiscalité propre en 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Janvier 2024

[Les collectivités locales en chiffres 2024](#)

Découpages administratifs et populations des collectivités locales

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna

Source : SSM de la DGCL – 2024

[Rapport 2023 de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : SSM de la DGCL – Juillet 2023

[Les finances des communes en 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Janvier 2024

[Les finances des départements en 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Janvier 2024

[Les finances des régions en 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Janvier 2024

[Guide statistique de la fiscalité directe locale 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – 2023

Mayotte

[10 ans de départementalisation de Mayotte : Collectivités](#)

Mayotte est devenue en 2011 un département français. Dix ans plus tard, les services de l'Etat continuent à accompagner le processus de départementalisation à travers, notamment, l'application de la fiscalité de droit commun, le financement des projets locaux et la mise en œuvre des opérations d'équipement.

Source : Cerom – Septembre 2022

4. 20 Commerce extérieur

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Le chiffre du commerce extérieur](#)

Analyses régionales trimestrielles 2020-2023

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : DSECE- Direction générale des Douanes et droits indirects – 2024

[Le chiffre du commerce extérieur : les bases complètes](#)

OPEN DATA (bases régionales depuis 2004)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : DSECE- Direction générale des Douanes et droits indirects – 2024

[Les statistiques du commerce extérieur des DROM](#)

Données régionales, 2016 à 2023, trimestrielles agrégées, 2019 à 2023 annuelles détaillées en concept spécifique DROM

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : DSECE- Direction générale des Douanes et droits indirects – 2024

Nouvelle-Calédonie

Des montants tirés à la hausse par l'envolée des cours mondiaux et une inflation généralisée à l'ensemble des produits

En 2022, la valeur des échanges atteint des sommets historiques : les approvisionnements s'élèvent à 386,5 milliards de F.CFP. les exportations et les réexportations à 289,9 milliards de F.CFP. Le commerce extérieur de la Nouvelle-Calédonie est particulièrement sensible à l'inflation mondiale des prix. De plus, la hausse des exportations liée au cours favorable du nickel ne suffit pas à compenser l'envolée des importations, renchéries par les prix des combustibles et les fluctuations des devises. Ainsi, le déficit commercial persiste malgré une amélioration du taux de couverture.

Source : Isee – Octobre 2023

Polynésie française

Les exportations de produits de la mer en 2022

En 2022, la hausse des prix à l'échelle mondiale se retrouve dans les exportations des produits de la mer, hors coquilles, qui progressent en valeur de 36 % et s'élèvent à 2 414 millions de F.CFP, soit 16 % de la recette totale des exportations de produits locaux polynésiens et le plus haut montant observé en valeur. Les coquilles exportées (corail, nacre et troca) ont rapporté 265 millions de F.CFP, soit 75 millions de F.CFP de plus par rapport à 2021.

Source : Points Etudes et Bilans n° 1403 – Décembre 2023

Les exportations de produits perliers, toujours impactées par la pandémie de Covid-19 en 2021

La perliculture est la deuxième ressource propre de la Polynésie française, après le tourisme et devant les produits issus de la pêche. La surface d'exploitation perlicole est quasiment identique à l'année précédente, tandis que le nombre de producteurs autorisés diminue pour la troisième année consécutive. Déjà en crise avant la pandémie de Covid-19, le prix au gramme de la perle se maintient en 2021 à un niveau historiquement bas.

Source : Points Etudes et Bilans n° 1412 – Mars 2024

[Bilan Commerce extérieur en 2022](#)

Entre 2021 et 2022, la valeur des importations civiles augmente de 25 %, avec la France hexagonale en tête des fournisseurs de la Polynésie française en 2022. La valeur des exportations locales progresse également de 25 %, soutenue par la hausse du prix au gramme de la perle de culture brute. Le déficit de la balance commerciale réelle progresse de 25 % en 2022.

Source : *Points Etudes et Bilans n° 1409 – Mars 2024*

4. 21 Comptabilité économique régionale, économie générale

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[tableaux de bord régionaux de conjoncture](#)

Quatorze indicateurs clés régionaux (cinq pour Mayotte), publiés trimestriellement, pour chaque région française.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee, Chiffres clés – 2024*

[Tableau de bord économique](#)

Trimestriel – principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*

Source : *Cerom – 2024*

[Conjoncture 2023 et perspectives 2024 en Outre-mer : Parer les chocs et trouver un chemin de croissance durable](#)

Conjoncture 2023 et perspectives 2024 en Outre-mer : Parer les chocs et trouver un chemin de croissance durable

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*

Source : *IEDOM-IEOM – Mai 2023*

Guadeloupe

[Une croissance guadeloupéenne dynamique portée par la consommation et le tourisme malgré une inflation élevée](#)

En 2022, la croissance économique de la Guadeloupe s'établit à 5,9 % en volume (+2,5 % pour la France). Soutenue par la consommation des ménages et les exportations, l'activité économique guadeloupéenne s'est redressée de manière significative dans un contexte d'allègement des restrictions sanitaires. Malgré une inflation soutenue, l'activité économique reste bien orientée.

Source : *Insee Analyses Guadeloupe n° 74 – Septembre 2023*

[Bilan économique 2023 - Guadeloupe](#)

En 2023, le marché du travail reste dynamique en Guyane alors que l'inflation pèse sur l'activité économique

Source : *Insee, Conjoncture Guadeloupe n° 29 – Juin 2024*

[Comptes économiques définitifs de Guadeloupe](#)

Séries des principaux indicateurs macro-économiques de 1996 à 2021 et publication annuelle

Source : *Insee, Chiffres détaillés – Février 2023*

[La carte de paiement l'emporte sur les espèces](#)

En Guadeloupe, la carte bancaire est privilégiée dans plus de la moitié des transactions en magasin en 2023. Historiquement très prisées, les espèces sont utilisées désormais pour 45 % des achats.

Source : *IEDOM, Études thématiques n° 800 – Juillet 2024*

[Notes de conjoncture régionale - 1^{er} trimestre 2024](#)

Au premier trimestre 2024, l'emploi salarié marque le pas en Guadeloupe

Source : *Insee, Conjoncture Guadeloupe n° 30 – Juillet 2024*

[Note de conjoncture régionale - 4^e trimestre 2023](#)

Au quatrième trimestre 2023, l'emploi salarié progresse en Guadeloupe

Source : *Insee, Conjoncture Guadeloupe n° 28 – Mars 2024*

[Note de conjoncture régionale - 3^e trimestre 2023](#)

En Guadeloupe, l'emploi salarié reste stable

Source : Insee, *Conjoncture Guadeloupe n° 27 – Janvier 2024*

[Note de conjoncture régionale - 2^e trimestre 2023](#)

En Guadeloupe, la fréquentation hôtelière poursuit son embellie

Source : Insee, *Conjoncture Guadeloupe n° 26 – Octobre 2023*

Martinique

[Une croissance martiniquaise dynamique grâce au tourisme et à la consommation, dans un contexte d'inflation élevée](#)

En 2022, la croissance économique de la Martinique s'établit à 5,6 % en volume (+2,5 % pour la France entière), après un rebond de 2,6 % en 2021. Le PIB en volume dépasse ainsi de 3,6 % le niveau de 2019. Le tourisme et la consommation des ménages sont les deux principaux moteurs de la croissance.

Source : Insee *Analyses Martinique n° 64 – Septembre 2023*

[Bilan économique 2023 – Martinique](#)

En 2023, des signes de ralentissement de l'économie martiniquaise après deux années de reprise

Source : Insee, *Conjoncture Martinique n° 29 – Juin 2024*

[Comptes économiques définitifs de Martinique](#)

Séries des principaux indicateurs macro-économiques de 1996 à 2021 et publication annuelle

Source : Insee, *Chiffres détaillés – Février 2023*

[Notes de conjoncture régionale - 1^{er} trimestre 2024](#)

Au premier trimestre 2024, l'emploi salarié est stable en Martinique

Source : Insee, *Conjoncture Martinique n° 30 – Juillet 2024*

[Note de conjoncture régionale - 4^e trimestre 2023](#)

Au quatrième trimestre 2023, l'emploi salarié diminue après quatre trimestres consécutifs à la hausse en Martinique

Source : Insee, *Conjoncture Martinique n° 28 – Mars 2024*

[Note de conjoncture régionale - 3^e trimestre 2023](#)

En Martinique, l'emploi salarié continue de progresser

Source : Insee, *Conjoncture Martinique n° 27 – Janvier 2024*

[Note de conjoncture régionale - 2^e trimestre 2023](#)

En Martinique, le marché de l'emploi résiste

Source : Insee, *Conjoncture Martinique n° 26 – Octobre 2023*

Guyane

[Une consommation des ménages guyanais soutenue, l'activité spatiale en retrait](#)

En 2022, la croissance économique de la Guyane s'établit à 1,1 % en volume (2,5 % pour la France). La consommation des ménages est le principal moteur de l'activité économique pour la 2^e année consécutive. Elle progresse de 4,9 % en volume (après +5,3 % en 2021) et contribue pour 2,8 points à la croissance, en dépit des tensions inflationnistes liées au contexte de guerre en Ukraine. L'inflation s'élève à 3,4 % et reste toutefois plus contenue qu'au niveau national (+5,2 %).

Source : Insee *Analyses Guyane n° 64 – Septembre 2023*

[Bilan économique 2023 – Guyane](#)

En 2023, le marché du travail reste dynamique en Guyane alors que l'inflation pèse sur l'activité économique

Source : Insee, *Conjoncture Guyane n° 29 – 2024*

[Comptes économiques définitifs de Guyane](#)

Séries des principaux indicateurs macro-économiques de 2010 à 2021 et publication annuelle

Source : Insee, *Chiffres détaillés – Février 2023*

[Notes de conjoncture régionale - 1^{er} trimestre 2024](#)

Au premier trimestre 2024, la construction et le tertiaire marchand portent la croissance de l'emploi salarié en Guyane

Source : Insee, *Conjoncture Guyane* n° 30 – Juillet 2024

[Note de conjoncture régionale - 4^e trimestre 2023](#)

Au quatrième trimestre 2023, l'emploi salarié poursuit sa progression en Guyane

Source : Insee, *Conjoncture Guyane* n° 28 – Mars 2024

[Note de conjoncture régionale - 3^e trimestre 2023](#)

En Guyane, la situation sur le marché de l'emploi est en demi-teinte

Source : Insee, *Conjoncture Guyane* n° 27 – Janvier 2024

[Note de conjoncture régionale - 2^e trimestre 2023](#)

En Guyane, l'emploi salarié marque le pas

Source : Insee, *Conjoncture Guyane* n° 26 – Octobre 2023

La Réunion

[Bilan économique 2023 – La Réunion](#)

L'activité économique continue de résister en 2023, mais montre des signes d'essoufflement

Source : Insee, *Conjoncture Réunion* n° 32 – 2024

[Comptes économiques de La Réunion](#)

Séries des principaux indicateurs macro-économiques de 1996 à 2022 et publication annuelle

Source : Insee, *Chiffres détaillés* – Novembre 2023

[Comptes économiques rapides de La Réunion en 2022](#)

L'économie réunionnaise reste bien orientée malgré les tensions sur les prix

Source : Cerom – 2023

[Notes de conjoncture régionale - 1^{er} trimestre 2024](#)

L'emploi augmente au 1^{er} trimestre 2024

Source : Insee, *Conjoncture Réunion n° 33 – Juillet 2024*

[Note de conjoncture régionale - 4^e trimestre 2023](#)

Au 4^e trimestre, le ralentissement de l'emploi se confirme

Source : Insee, *Conjoncture Réunion n° 31 – Mars 2024*

[Note de conjoncture régionale - 3^e trimestre 2023](#)

Avec 1 100 emplois de plus au 3^e trimestre, le rythme des créations d'emplois reste plus faible qu'en 2022

Source : Insee, *Conjoncture Réunion n° 30 – Janvier 2024*

[Note de conjoncture régionale - 2^e trimestre 2023](#)

Au 2^e trimestre, le ralentissement de l'emploi salarié se confirme

Source : Insee, *Conjoncture Réunion n° 29 – Octobre 2023*

Mayotte

[Rebond du produit intérieur brut en 2021](#)

Produit intérieur brut 2021 à Mayotte (résultats provisoires). En 2021, l'activité économique rebondit à Mayotte : le produit intérieur brut (PIB) augmente de 11 % en valeur, après une année 2020 où la croissance avait été ralentie par l'épidémie de la Covid-19 (+4 %). Avec la fin progressive des restrictions sanitaires, les entreprises mahoraises contribuent à ce rebond : elles dégagent 20 % de valeur ajoutée supplémentaire. La consommation des administrations publiques reste cependant le pilier de la croissance économique de l'île.

Source : Insee Flash Mayotte n° 164 – Novembre 2023

Saint-Martin

[Produit intérieur brut de Saint-Martin entre 2014 et 2021](#)

Source : Cerom – Juin 2023

Saint-Pierre-et-Miquelon

[L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2022](#)

En 2022, l'activité économique est affectée par une série de tensions à l'échelle internationale. Trouvant d'abord son origine dans la reprise de l'activité mondiale après la crise sanitaire puis la guerre russe en Ukraine, l'inflation accélère nettement et se généralise.

Source : IEDOM, *Publications économiques et financières* n° 749 – Avril 2023

Nouvelle-Calédonie

[Comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2022](#)

Un net rebond en sortie de crise sanitaire sur fond de hausse inédite des prix. En 2022, le produit intérieur brut augmente de 3,5 % à prix constants, après 3 années de contraction. La reprise de l'activité économique calédonienne post-Covid a donc bien eu lieu, mais avec une année de décalage par rapport à la France métropolitaine et aux autres géographies ultramarines. Malgré ce rebond, le territoire ne retrouve pas le niveau de son PIB de 2019 (en francs constants): le rattrapage n'est donc que partiel.

Source : Isee *Comptes économiques rapides* – Octobre 2023

Polynésie française

[La croissance reste positive au quatrième trimestre avec une inflation qui ralentit](#)

La croissance économique se poursuit au quatrième trimestre 2023. L'économie polynésienne continue de croître grâce à la dynamique des exportations de biens ainsi que la bonne tenue de la consommation des ménages qui s'inscrit dans un contexte inflationniste plus favorable.

Source : *Points Conjoncture* n° 1425 – Mai 2024

[La dynamique intérieure, conjuguée aux records à l'export, porte la croissance économique de 2023 en Polynésie française](#)

La croissance se poursuit en Polynésie française : le produit intérieur brut (PIB) progresse de 3,0 % en volume en 2023, après une hausse de 4,5 % en 2022 et de 2,1 % en 2021.

Source : ISPF, *Points Référence* n° 1433 – Juillet 2024